

Les anarchistes veulent instaurer un milieu social assurant à chaque individu le maximum de bien-être et de liberté adéquat à chaque époque.

N° 174
Septembre 2026

le libertaire

revue de synthèse anarchiste

Créé par Joseph Déjacque en 1858 aux U.S.A. (En Français), repris par Sébastien Faure en 1895.
Actuellement publié par le groupe Jules Durand et des individuels anarchistes.

Communiqué de rentrée du Groupe libertaire Jules Durand

Le prix de référence du gaz va augmenter de 6,3% en octobre 2026 après avoir subi plusieurs augmentations significatives depuis quatre ans. Le tarif réglementé de l'électricité a de même augmenté de 2,5% au premier août dernier après plusieurs augmentations importantes depuis trois ans. De nombreuses personnes, 6 millions au bas mot, sont reconnues en situation de précarité énergétique.

Avec les conséquences induites au niveau santé pour ces Français dont beaucoup d'enfants. Les prix des carburants explosent et de nombreux travailleurs ont besoin de l'équivalent d'un salaire par an pour aller bosser. De nombreux retraités n'utilisent plus leur véhicule faute de pouvoir faire un plein.

Les prix de l'alimentation continuent de peser lourdement sur le budget des ménages. Une nouvelle augmentation globale de 4 à 5% est redoutée sur les produits alimentaires et les produits d'hygiène avant la fin de l'année.

Déjà en 2025, 36% des foyers français ont déclaré avoir eu des difficultés à payer leurs factures d'énergie. Les plus démunis font des arbitrages douloureux entre le chauffage, l'alimentation et la santé. L'économie française décroche ; la croissance est atone et ne devrait pas dépasser 0,4% en 2026 (Lescure annonce 0,5%). La consommation des ménages qui devrait aussi pousser l'économie progresse seulement de 0,3%. Les Français puisent dans leurs économies pour ceux et celles qui en ont. L'inflation est prévue à 3-3,5% d'ici la fin de l'année, ce qui aura des conséquences sur le pouvoir d'achat des travailleurs et des retraités.

Et David Amiel entend s'attaquer aux retraités. Il n'y aura pas de demi-mesure! Supprimer l'abattement fiscal, désindexer les retraites... Sachant qu'une retraite moyenne est de 1600 euros, on se demande avec quoi vont vivre les retraités qui subissent déjà des prix de l'énergie exorbitants. En regardant la feuille d'impôt de cet individu, on voit tout le fossé qui sépare les décideurs comme lui et les petites gens. Ce sont des politiciens déconnectés des réalités ouvrières, sans compter leur côté techno avec un manque d'empathie évident. En d'autres temps pour

moins que cela, les Jacques auraient sorti les fourches.

Pour faire face au vieillissement de la population, le Haut-commissariat au plan préconise soit de mettre en place « une forme de retraite à points qui permette de moduler l'activité au cours de la vie », soit « d'augmenter la durée de cotisation » en travaillant « 3 ou 4 ans de plus » (Antoine Foucher). « Ce qui veut dire que si vous avez commencé à travailler à 18 ans, non pas partir à 61, mais à 64 ans. Si vous avez commencé à commencer à travailler autour de 23-24 ans, c'est plutôt 70 ans qu'il faut viser comme départ à la retraite ».

En clair, le rapport du Haut-commissariat au Plan propose de reculer l'âge de départ à la retraite à 70 ans, sachant que de plus en plus de travailleurs arrivent sur le marché du travail plus tardivement. Ils veulent nous faire crever au boulot, qu'on prenne notre retraite à bout de souffle et en mauvaise santé finalement, surtout pour les travailleurs qui ont bossé dans des boulots pénibles.

La CGT appelle à augmenter les salaires et bloquer les prix des carburants. A indexer tous les salaires sur les prix et augmenter les salaires des fonctionnaires. Une grève est prévue le 29 septembre. C'est un premier pas même si nous ne nous faisons pas d'illusions sur les manifs-balcons.

Le gouvernement applique une politique d'austérité et le Rassemblement National va surfer sur le mécontentement des Français qui n'arrivent plus à se loger (étudiants...), à se chauffer, à se déplacer, à manger sainement... Le R.N. pourra dire merci à Monsieur Lecornu.

Des affiches appellent à investir les ronds-points comme au temps des gilets jaunes, le 17 octobre 2026. Nous y serons, pas pour faire la campagne électorale de Fabien Roussel ni d'un tel ou un tel. Pas pour faire la courte échelle au R.N. qui utilisera la colère pour déverser ses idées identitaires...

Les anarchistes appellent en plus à prendre toutes les mesures qui s'imposent pour lutter contre le dérèglement climatique. C'est mal parti car le gouvernement a annulé

500 millions d'euros de crédits, ciblant notamment les programmes consacrés à l'écologie et au service public de l'énergie, pour financer le plan d'urgence pour l'agriculture, a annoncé, hier, le ministre des Comptes publics David Amiel. Encore lui !

De l'argent, il y en a, dans les poches du patronat.

De l'argent pour les services publics, pas pour l'armée.

Partage des richesses, partage du temps de travail ou alors, ça va péter !

Groupe libertaire Jules Durand



L'antipolitique est anarchiste



Il y a quelques jours à peine, j'ai tenté de prendre mes distances avec les concepts de « libertaire » et d'« anarchiste » que l'extrême droite utilise avec une audace exaspérante. J'ai essayé de les replacer dans le contexte de notre histoire, marquée par le sang et le feu (sans vouloir paraître profond ou excessif), et jamais par une quelconque volonté de nous l'approprier. L'anarchisme est un mouvement, et je suis loin de croire à l'existence de concepts ou d'idées immuables et monolithiques. Je ne suis pas non plus partisan de la volatilité et de la « liquidité » (selon l'expression de Bauman), car derrière nous se cachent des expériences, des personnes, des objectifs et des émotions qui nous enracinent dans un projet vivant, évolutif et adaptable à son époque.

L'anti-politique, comprise comme un rejet de la politique institutionnelle, de la démocratie libérale et néolibérale déléguée et représentative qui nous condamne tous les quatre ans lorsque nous nous abstenons sans nous inquiéter, ou en envoyant les « forces du (dés)ordre » lorsque nous exerçons d'autres droits pour lesquels elles ne font jamais de campagnes publicitaires, a été anarchiste.

Je ne souhaite pas m'engager dans le débat sur la question de savoir si c'est ou non un trait immuable de l'anarchisme. Je comprends que notre rejet de la démocratie déléguée et représentative, perçue comme un instrument de domination étatique, relève de l'engagement éthique de ne pas utiliser comme « moyen » ce qui contredit les « fins » que nous poursuivons. On ne peut voter et défendre la démocratie directe simultanément. Il peut y avoir des exceptions, des mesures transitoires, voter « contre » plutôt que « pour », croire qu'on peut « faire trembler les institutions » de l'intérieur, etc. Lorsque ces exceptions deviennent la norme, nous devons nous interroger sur nos actions, les reconsidérer... ou non ; chacun est libre de le faire.

Mais voyez-vous, je n'écris pas ces lignes pour prôner

l'abstention ni pour insister sur le fait que la politique ne se limite pas à la politique institutionnelle, qu'elle est « l'espace public » et que l'anarchisme y a toujours joué un rôle important. J'écris ces quelques lignes pour exprimer mon étonnement de voir désormais l'extrême droite brandir elle aussi l'étendard de l'antipolitique et de la contestation du système.

Ils n'auraient pas pu choisir un pire moment. Les gens en ont assez de la politique institutionnelle, qui a été mise à nu et exposée au grand jour à une époque où presque personne ne détient la majorité absolue et où des partis de droite et de gauche, supposément irréconciliables, forment des coalitions au nom de la « démocratie » et de la stabilité (et l'on peut ajouter tous les euphémismes que cette politique nous sert constamment). Dire ou promettre une chose et faire le contraire est monnaie courante, tout comme conclure des accords avec quiconque offre les votes nécessaires pour gouverner. Le malaise et l'inquiétude des électeurs fidèles se propagent et s'enracinent, comme en témoigne le soutien croissant à l'extrême droite, qui se présente comme un guide, remettant en question le système et l'« establishment » — c'est-à-dire les groupes de pouvoir professionnalisés qui manipulent le système institutionnel.

Il va sans dire que l'extrême droite se porte bien avec le « système » et aspire à créer un autre « establishment » qui garantisse encore davantage ses privilèges et son ordre traditionnel sans faille : masculinité patriarcale, blancheur, hétéronormativité, famille traditionnelle, société de classes, individualisme darwinien, etc.

Quel est le rôle du mouvement anarchiste aujourd'hui ? Comment lutter contre le mécontentement et la dépolitisation ? Par le vote ou en construisant une antipolitique anarchiste ?

Laura Vicente



Faire référence à la Charte d'Amiens (C.G.T. 1906), aux collectivisations en Espagne révolutionnaire (1936-1938), ce n'est pas faire uniquement un retour vers le passé mais plutôt un retour vers le futur. L'anarcho-syndicalisme possède une boîte à outils encore valable à bien des égards. L'indépendance syndicale vis-à-vis de tous les partis politiques (à ce titre, l'utilisation de son titre de confédéré devrait être prohibé) ; l'action directe qui n'est pas une action violente mais définie comme une action qui n'a pas besoin d'un intermédiaire politicien (les travailleurs agissent directement sans médium) ; la grève perlée (qui est encore utilisée dans certaines usines et corporations) ; le fédéralisme par opposition au centralisme (ce qui permet des actions décentralisées qui n'ont pas besoin d'attendre un quelconque mot d'ordre d'un chef ou d'une coterie) ; la lutte des classes (des classes ouvrières dirait Proudhon) ; l'autogestion ou plutôt la gestion directe (on travaille, on vend, on se paie) ; la grève générale (qui devrait être réactualisée et recentrée sur la grève des consommateurs) ; la Révolution sociale et libertaire (toute égalité politique sans égalité économique et sociale est une fiction) ; la Révolution écologique et sociale (ne pas prendre en compte aujourd'hui les mesures à prendre pour lutter contre le dérèglement climatique est une faute) ...

Cette boîte à outils qui demande à être complétée reste d'actualité et n'a rien d'obsolete. Les anarcho-syndicalistes n'ont aucune confiance dans le parlementarisme (les parlementeurs), ni dans les partis qui passent leur temps à se lancer des peaux de banane et luttent pour le pouvoir de leurs chefs et les subventions étatiques qu'ils obtiennent par nos impôts. Nous n'avons confiance dans aucun gou-

vernement. La gauche a trahi et ceux qui s'en réclament, trahiront à leur tour. Le pouvoir est maudit.

Ne nous laissons donc pas séduire par le chant des sirènes du réalisme politique. Le réalisme bourgeois, c'est l'acceptation de la servitude. Notre réalisme, c'est la conscience de la force de l'ennemi, alliée à la certitude de la nécessité de l'anéantir. La répression est là, dans la rue, dans les usines, dans les canons... Mais notre volonté de résister est là aussi, dans les ateliers, dans les champs, dans les quartiers les plus reculés. Que la répression nous trouve debout. Que le terrain actuellement défavorable nous trouve en mouvement. Que la tension nous trouve dans les tranchées. Car la victoire de la liberté n'est pas une récompense pour les prudents ; c'est une conquête pour les audacieux. C'est le renversement de l'ordre bourgeois qui nous apportera l'aube, mais ce renversement exige que chacun de nous, maintenant, à cet instant précis, prenne son outil, sa parole, son poing ou son intelligence pour détruire nos chaînes.

La lutte continue, au jour le jour. Non pas parce que nous espérons un avenir facile, mais parce qu'aujourd'hui, sans lutte, est insupportable. Non pas parce que l'avenir nous garantit la victoire, mais parce que le présent exige la rébellion. La répression est omniprésente, le terrain est hostile, la tension est extrême. Mais la résistance est notre essence. Et tant qu'il y aura un seul exploité, une seule femme opprimée, un seul travailleur enchaîné, il y aura un anarchiste qui posera la dynamite de la liberté. En avant donc ! La victoire est le chemin lui-même, et le chemin est la lutte jusqu'au bout.

Anarcho-syndicalisme d'hier et d'aujourd'hui

L'anarchisme historique n'a jamais réduit la domination à l'unique État ni ignoré les multiples formes d'autorité qui imprègnent la société. La critique libertaire s'opposait au pouvoir politique, à l'exploitation économique, à la hiérarchie, à la subordination religieuse et à toutes les institutions qui transformaient certains êtres humains en gouvernants et d'autres en gouvernés.

Toutefois, reconnaître la pluralité des formes de domination n'implique pas d'abandonner une distinction essentielle : toutes les relations de pouvoir n'ont ni la même origine, ni la même fonction sociale, ni la même portée historique. La domination capitaliste n'est pas une simple relation de pouvoir parmi d'autres. Elle organise matériellement l'existence de millions d'êtres humains et se maintient grâce à un ensemble d'institutions politiques, juridiques, policières et idéologiques qui garantissent sa reproduction.

Les mouvements ouvriers anarchistes ne concevaient pas l'émancipation comme une libération purement individuelle, ni comme une somme indéfinie d'actes de résistance individuels. Ils portaient d'une réalité fondamentale : celles et ceux qui subissaient l'exploitation capitaliste devaient s'organiser de manière autonome pour la combattre et abolir les conditions sociales qui la rendaient possible. De là sont nées les associations ouvrières, les sociétés de résistance, les fédérations, les syndicats révolutionnaires et, finalement, les grandes organisations anarcho-syndicalistes.

Une société libertaire ne saurait abolir l'appareil d'État tout en laissant intactes toutes les autres relations d'autorité. La destruction formelle de l'État ne garantirait pas automatiquement la disparition des hiérarchies, de la bureaucratie, de la subordination économique, ni des formes de domination susceptibles de se reproduire au

sein d'une société née d'une révolution.

D'un point de vue anarchiste et anarcho-syndicaliste, le problème ne consiste pas à établir une priorité métaphysique entre « le politique » et « l'économique ». L'État et le capital ne sont pas deux réalités indépendantes que l'on peut analyser séparément. Historiquement, ils forment un système de domination au sein duquel l'exploitation économique et la coercition politique se renforcent mutuellement.

L'anarcho-syndicalisme ne luttait pas contre le patronat en ignorant l'État, ni contre l'État en ignorant l'exploitation. L'action directe, les grèves, les boycotts, le sabotage et l'organisation ouvrière étaient des instruments dirigés simultanément contre un système économique et contre les institutions politiques qui le protégeaient.

Le défi contemporain de l'anarcho-syndicalisme

La situation actuelle est profondément différente de celle de l'Espagne ou de la France en 1936. Le prolétariat contemporain est plus fragmenté, plus hétérogène et réparti à l'échelle mondiale. De grands centres industriels traditionnels ont perdu de l'importance dans certaines régions, tandis que d'autres ont émergé ou se sont développés en Asie, en Amérique latine et sur d'autres territoires.

Cette transformation est aggravée par la croissance des secteurs de la logistique, du transport, de la distribution, des soins et des services, ainsi que par la multiplication des emplois précaires et l'intégration d'un grand nombre de travailleurs migrants.

Il serait irresponsable de répondre à cette situation en proposant simplement une répétition des formes organisationnelles passées. Mais il serait encore moins rigoureux de conclure que la transformation de la classe ouvrière signifie sa disparition.

Le problème de l'anarcho-syndicalisme contemporain n'est pas de préserver artificiellement les structures historiques du syndicalisme révolutionnaire, mais de comprendre la nouvelle composition de la classe exploitée et de trouver des formes d'organisation capables de répondre à sa situation actuelle.

La classe ouvrière de notre époque est mondiale. Ses conditions sont extraordinairement diverses, mais son existence dépend, de différentes manières, de sa subordination au capital et à un système économique qui organise la production à l'échelle internationale.

La tâche révolutionnaire consiste à surmonter les divisions que le capitalisme lui-même utilise pour garantir sa domination : les frontières nationales, les écarts de salaires, le racisme, la précarité juridique des travailleurs migrants et la concurrence entre les différents secteurs de la classe ouvrière.

Rien ne garantit que cette tâche puisse être accomplie.

Mais déclarer d'avance que le prolétariat a disparu, c'est renoncer jusqu'à la possibilité de poser la question.

La critique de l'ouvriérisme peut s'avérer nécessaire lorsqu'il érige une expérience historique particulière en essence éternelle et immuable. Il est également nécessaire de critiquer les formes bureaucratiques qui ont détruit ou neutralisé tant d'organisations ouvrières.

Mais critiquer l'ouvriérisme n'implique pas de nier l'existence d'une classe exploitée. Critiquer la bureaucratie n'implique pas d'abandonner toute organisation. Et critiquer les défaites historiques du mouvement ouvrier n'implique pas de transformer ces défaites en une théorie de l'impossibilité de la révolution.

L'anarchisme et l'anarcho-syndicalisme ne conserveront un contenu révolutionnaire que s'ils parviennent à affronter ces problèmes sans se réfugier ni dans la nostalgie ni dans la résignation.

Il ne s'agit pas de restaurer la CNT de 1936, ni de répéter ses slogans, ni d'imaginer que les formes organisationnelles nées dans une société donnée puissent être transférées intactes à une autre époque.

Il s'agit de préserver l'essence d'une expérience historique : la conviction que les exploités ne peuvent déléguer leur émancipation à l'État, aux partis, aux experts ou aux dirigeants professionnels.

Leur libération requiert leur propre capacité d'organisation.

Et cette organisation ne sera libertaire que si elle reste sous le contrôle permanent de ceux qui la constituent et si son objectif n'est pas de se perpétuer, mais de contribuer à la destruction des rapports sociaux qui rendent nécessaire l'existence des gouvernants et des gouvernés.

Le danger ne réside pas seulement dans le pouvoir exercé d'en haut. Il existe aussi lorsque ceux qui sont élus pour servir une cause finissent par parler en son nom, prendre des décisions pour elle et négocier sa défaite. Mais ce danger n'implique pas que la liberté soit synonyme de désordre. Une classe exploitée qui renonce à l'organisation n'élimine pas le pouvoir. Elle laisse simplement intact le pouvoir de ceux qui sont déjà organisés pour la dominer. La question n'est donc pas de savoir s'il faut s'organiser ou non, mais comment le faire sans créer une nouvelle autorité séparée ; comment coordonner l'action collective sans supplanter l'initiative des individus et des organisations de base ; comment construire une force capable de détruire l'État et le capitalisme sans reproduire, en son sein, les rapports mêmes qu'elle cherche à abolir.

Cela demeure le problème central de l'anarchisme révolutionnaire. Car la liberté d'un individu exploité isolé est une promesse ; mais lorsque des millions d'exploités s'organisent pour abolir le monde qui les exploite, la liberté cesse d'être une promesse et devient une révolution.

En finir avec l'antifascisme de pacotille

Les prochaines élections pourraient voir la victoire de l'extrême droite avec le rassemblement national et nul doute que nombreux à droite se rallieront sans vergogne au panache de la blonde Marine en passant par le sas Ciotti. Nous voilà donc enjoins à rejoindre la résistance au fascisme chantée sur tous les tons par une cohorte de journalistes bien-pensants, par les politiciens professionnels (pléonasme) de gauche, écolos et insoumis en tête, tous entonnant le « No Pasaran », sans chercher une seule seconde à comprendre comment on en est arrivé là , et ce dans l'Europe entière.

Il n'est bien entendu pas question de nier le danger que représente l'extrême droite et notamment pour les plus humbles, y compris nombre de leurs électeurs, qui pour beaucoup sont passés du rouge au bleu marine. Certains pensent même sincèrement que le national-populisme teinté d'un soupçon de néo-gaullisme serait la solution à tous leurs problèmes. On ne sort de l'ambiguïté qu'à son détriment et il paraît évident qu'une fois au pouvoir, le RN tournera le dos à son « programme populaire social » pour se rallier à l'ordre libéral. Il suffit de voir le prince consort Bardella se pâmer pendant les grands raouts du Medef. Par contre, le risque d'arrivée de l'extrême droite au pouvoir ne doit pas masquer les dérives d'une gauche inquisitoriale dont le seul fait d'armes est de traquer le fascisme partout et surtout d'accuser de « fachos » tout ce qui s'écarte de la ligne.

Les insoumis , plus encore que les écolos (encore que l'inénarrable autre verte Marine passe son temps à pleurnicher sur les plateaux étalant son ignorance crasse) passent leur temps à accuser de Fascisme tout ce qui bouge. Ainsi Ruffin, qui a osé dire que l'immigration de travail profitait au patronat qui s'en sert pour faire pression sur les salaires. Facho ! En plus il a débattu avec De Villepin de manière cordiale quand le temps est au clash sur les réseaux sociaux (misère de l'analyse politique par des étudiants gauchistes attardés frustrés de ne pas avoir fait 68). Au passage, tous ces gens de gauche devraient relire leurs classiques tels Jaurès qui s'inquiétait déjà du phénomène quand le patronat faisait venir belges, italiens et polonais pour briser les grèves.

Ainsi de Hugo Clément, pourtant très en pointe sur l'écologie et qui a eu l'outrecuidance de débattre écologie avec Bardella dans un événement organisé par valeurs actuelles. Peu importe qu'il ait défendu ses idées, il n'en a pas moins été traité de « petit fachos » par l'insoumise Abomongoli quand il a été auditionné en commission parlementaire (Vice présidente de l'assemblée nationale, vous apprécierez au passage l'élégance qui en dit long sur ce que seraient les pratiques des insoumis au pouvoir.). Et oui car si vous donnez la réplique à l'extrême droite, fut-ce pour la contredire sur leurs positions sur l'écologie,

vous devenez vous-même un fachos, tel un lépreux ou un pestiféré.

Un autre cas emblématique de cette chasse aux sorcières est Paul Watson. On l'a vu se faire siffler à la fête de l'huma 2025 et traité d'« écofascisme » (nouvelle mode consistant à accoler le terme éco à des termes divers et variés) par une bande de prétendus « antifas ». Bien que très engagé dans la lutte contre le racisme et internationaliste convaincu, il avait eu, lui aussi, le tort de fustiger les conditions de travail d'immigrés clandestins proche de l'esclavagisme aux USA. A croire que pour ces prétendus antifascistes, le traitement des travailleurs immigrés importe finalement peu. Auraient-ils eux mêmes besoin des ces ouvriers maltraités et sous-payés pour maintenir leur mode de vie. L'exploitation de la misère serait-elle moins importante que la possibilité de se faire livrer des sushis via Uber Eats par des livreurs sous-payés et livrés au capitalisme le plus sauvage ? La question mérite d'être posée.

Je ne vais pas faire la liste de tous ceux qui sont voués aux gémonies par ces guignols insoumis (leur insoumission s'arrête ou commence la ligne du Gourou). Tout est prétexte à traiter de fachos quiconque se met en travers de leur chemin. Grosso modo, tout ce qui est à droite de Mélenchon égal fachos. C'est une pratique bien connue pour décrédibiliser et faire taire tout adversaire en le disqualifiant avec en plus la marque de l'infamie. Pratique stalinienne que ne renient pas non plus les trotskystes (étant entendu que ce sont les vaincus mais n'auraient été guère mieux que les stals). Qu'on se rappelle les Hitléro-trotskystes, les hitléro-titistes etc....On en arrive jusqu'à remettre en cause des écrivains comme Camus (qui c'est bien connu était un petit écrivain bourgeois nationaliste !!)

Et bien sur les libertaires ne sont pas les derniers à être visés...Ne faisons nous pas le jeu du fascisme en refusant le cirque électoral et en fustigeant les postures politiciennes et la démagogie de tous y compris de LFI ? Si le RN passe, ce sera bien entendu la faute aux abstentionnistes, tous des fachos en puissance également car qui ne dit mot consent. Belle rigueur de l'analyse politique à deux balles qui veut que les abstentionnistes, s'ils avaient l'idée de se déplacer voteraient à gauche et donc Méluche comme un seul homme ! Certains copains se sont déjà faits emmerder, menacer , molester, voire certains de leurs livres brûler pour cause d'islamophobie, donc de fascisme bien entendu, par des militants de gauche aux pratiques peu recommandables voire réellement fascistes pour le coup. A noter d'ailleurs que ces nouveaux gardes rouges ne voient pas de fascisme dans l'Islam politique, bref...

Le plus détestable est encore que ces nouveaux résis-

tants passent leur temps à donner des brevets de bonne conduite , non content de nazifier tout opposant et une grande partie de la presse de Marianne à Charlie Hebdo. Facile de se déclarer résistant plus de 80 ans après... Qui peut décemment affirmer ce qu'il aurait fait à l'époque...

Ce pourrait être risible, si ce n'était tragique. A force de fasciser à tour de bras, on finit par banaliser le véritable fascisme. Beaucoup de ces militants seraient d'ailleurs bien en peine de définir de façon claire ce qu'est le fascisme. Il faut méditer sur cette fameuse citation de Pier Paolo Pasolini : »Le fascisme peut revenir sur la scène à condition qu'il s'appelle antifascisme ». En tant que libertaires nous devons non seulement nous défier de tous ces militants mais les contrer autant que l'extrême droite tant leurs pratiques pourraient bien elles aussi s'apparenter à du fascisme mais je préfère ne pas tomber moi-même dans le procès en fascisation.

Oly – Groupe GLJD



L'éthique, notre bien le plus précieux



En ces temps où la vérité se dissout dans les réseaux sociaux, où le manque de culture politique frappe durement le milieu militant, où l'abandon de valeurs et principes fondamentaux universalistes devient la norme, il faut le répéter : nous ne sommes rien sans notre éthique.

Nous ne sommes pas des militants d'un parti, ou la vérité doit s'adapter aux objectifs électoraux, aux promesses populistes, aux discours et positions du bureau politique. le mensonge et la démagogie doivent nous être étrangers.

Nous faisons appel à l'intelligence et donc refusons de manipuler, de flatter des préjugés ou d'être accommodants avec la bêtise en vogue.

Ce n'est pas simple, tant l'actualité est à l'opposée de ce que nous voudrions.

Globalement, on peut dire que les organisations libertaires ont tenu bon ces dernières années. Elles ont refusé de flatter la propagande antivax, la démagogie "gilets jaunes" et ont condamné sans ambiguïté l'épouvantable massacre du 7 octobre et ses auteurs.

On sent bien que des sujets "porteurs" comme le conflit israélo palestinien et la défense des normes islamistes patriarcales et sexistes comme le voile font pencher certains militants soucieux de coller "aux banlieues". toujours ce mythe et cette recherche du "vrai exploité", dernier mailon de la chaîne de misère à même de mettre à bas la société capitaliste.

mais nous sommes encore loin des égarements trots-

kystes avec leurs femmes en niqab sur des affiches rouges. Simone weil expliquait que le "bien" d'un point de vue moral, c'était la justice. et que d'un point de vue intellectuel, le "bien" c'était la vérité.

Plus que jamais, il nous faut avancer sur ces deux jambes.

"Dites la vérité toujours, il en restera toujours quelque chose". C'est ce que nous devons répondre aux populistes et démagos dont les promesses préparent le désenchantement de demain.

Et bien entendu, il nous faut nous appliquer cette exigence de vérité.

Et sortir des incantations.

Nous ne croyons pas à l'avènement quasi magique d'un homme nouveau et parfait surgit du ventre d'un nouvel ordre social comme ont pu en rêver des idéologies au siècle dernier.

Il y aura toujours des individus tordus, violents, prédateurs, dénués de toute morale ou respect des autres..

Comme l'explique Pierre Bance dans ce texte sur le droit : "Les petites gens de l'homme ne disparaîtront pas par miracle et la société nouvelle, dans toute sa complexité, ne fonctionnera pas longtemps au jugé. Ou les anarchistes auront des propositions d'organisation réalistes, compatibles avec l'esprit libertaire et acceptables par le plus grand nombre, ou ils laisseront place aux solutions autoritaires, c'est-à-dire à la reconstitution de l'État avec un

droit fondé sur la domination d'une classe. Là est l'enjeu d'une réflexion libertaire sur le droit."

Et comme il faudra un droit, il faudra des individus mandatés pour le faire respecter .

Toujours Pierre Bance dans son texte "Maintien de l'ordre en anarchie": "La police, dans l'idéal, ne devrait plus être nécessaire. Mais le communisme est « le simple qui est difficile à faire ». L'idéal d'Utopie ne sera probablement jamais atteint ; en attendant, il faut vivre en s'en rapprochant. Même durant le bref été de l'anarchie, en Catalogne, la police ne disparut pas . Il faut donc, pour éviter que ne réapparaissent les travers du droit de la force régalienne, que les citoyens conçoivent une police différente, une police qui soit leur émanation par élection ou tirage au sort, et qu'ils contrôlent complètement par des mandats précis et la révocabilité. Une police dont la mission sera de ne jamais intervenir quand des solutions pacifiques seront possibles, dont la seule finalité sera la protection de la population contre les faiblesses inhérentes à l'être humain."

Ne jamais se complaire dans les discours faciles et penser le réel.

L'idéal anarchiste doit être vu comme les étoiles pour le navigateur. elles servent à se guider même si on les sait inaccessibles.

C'est cela être anarchiste, un incessant regard vers les étoiles puis vers le caniveau.

Il faut oser dire que la liberté n'est pas à elle seule un programme politique. la solidarité passe avant elle.

Comme l'expliquait Gaston Leval :

"Être solidaire, c'est agir responsablement, en tenant compte de l'existence des autres, en prenant part aux activités sociales dans la mesure où cela incombe à chacun de nous. Ce qui implique un comportement moral et pratique responsable.

Dans ce dernier cas, sommes-nous réellement libres ? La réponse peut varier selon l'art d'accumuler des mots. Mais si nous n'avons pas recours aux arguties « philosophiques », elle nous apparaît négative. Je ne suis pas libre de ne pas aller à mon travail à l'heure établie, sans quoi le journal que nous imprimons ne paraîtrait pas à temps ; un médecin n'est pas libre d'aller se promener quand ses malades l'attendent, un chauffeur d'automobile de rouler à droite ou à gauche comme bon lui semble, un boulanger de ne pas bien pétrir comme il le faut la pâte avec laquelle il fera le pain. Toute la vie sociale est faite de devoirs qui doivent être accomplis régulièrement et selon les engagements pris par chacun, même quand par-

fois nous préférons disposer de notre temps à notre guise. Le sentiment de solidarité l'emporte sur la liberté, et aucune société ne serait viable s'il n'en était pas ainsi. La revendication abstraite de la liberté nous semble pure démesure, et l'esprit qui l'inspire ne peut mener un mouvement qu'au chaos et à la déliquescence"

Gaston Leval la crise permanente de l'anarchisme.

Nous nous gargarisons du fait que les anarchistes, dès les débuts du siècle dernier, ont dénoncé et annoncé les catastrophes modernes, du socialisme de caserne soviétique, aux guerres modernes en passant par la nature à bout de souffle.

Et nous avons pu croire au début de ce nouveau siècle que les autoritaires du camp socialiste s'étant effondrés, une nouvelle ère s'ouvrait enfin pour nous.

Il n'en est rien. si la demande de démocratie la plus directe, le refus d'avoir des représentants , sont bien présents, le mouvement libertaire peine à retrouver l'audience qui fut la sienne.

Nous trainons une image de rêveurs alors que de grands médias internationaux boivent les paroles d'un Elon Musk contant son rêve fou et irréaliste de colonisation de mars.

On se rit de nous quand nous évoquons le fédéralisme et la disparition de l'état alors que pendant 20 ans les politiques de tous bords reconnaissent à poutine un bon travail de "reprise en main" de la Russie. la croissance, l'économie, la mafia.... tout allait mieux.

Comme l'écrivait Albert Camus, "Aucun des maux auxquels prétend remédier le totalitarisme n'est pire que le totalitarisme lui même"

On nous a accusé de vouloir revenir à la bougie quand nous osions parler décroissance et sobriété. Il se pourrait bien que la sobriété subie, celle des étals clairsemés du fait de la canicule, soit désormais à craindre.

Nous devons sortir du militantisme de témoignage et de commémoration, du spectacle de la violence contre productive, des slogans du siècle dernier comme espoir de revivre le passé.

On vaut mieux que ça. nous avons bien autre chose à offrir et développer.

Adelante ! Et toujours avec notre éthique libertaire en bandoulière.

Libertaire Egalitaire Solidaire

3J

Voter ou ne pas voter en 2027

La montée de l'extrême droite dans les élections de nombreux pays dont la France et l'Allemagne avec la récente victoire de l'Afd en Saxe-Anhalt qui réjouit la sphère Maga aux Etats-Unis, amène de nombreux anarchistes à se poser la question de savoir s'il faut aller voter du bout des doigts ou maintenir la position abstentionniste classique défendue, comme nous le savons, au début du siècle dernier par Errico Malatesta dans sa polémique avec Saverio Merlino, et qui est depuis devenue un principe largement accepté dans les rangs anarchistes. De nombreux penseurs libertaires ont alors rallié l'argumentaire de Malatesta. Ce dernier soulignait l'incongruité, dans la sphère anarchiste, de participer à des élections organisées et contrôlées par les responsables politiques de la société établie. D'autres anarchistes insisteront sur la délégation de pouvoir et le fait de légitimer et renforcer l'un des principaux mécanismes qui assurent le maintien du système même que nous combattons.

Aujourd'hui, quelques anarchistes pensent qu'il faut voter pour Mélenchon car il serait le plus à même de faire obtenir aux travailleurs des avancées sociales et économiques. Il ne faudrait pas être sectaire et jouer la division du camp de gauche. Simplement, après la volonté du Parti communiste et son leader Fabien Roussel de présenter un candidat à la présidentielle ; après les socialistes et Glucksman ...qui vont participer à une primaire pour envoyer de même un candidat ; avec les écologistes qui tergiversent et se scindent ; avec des candidatures trotskystes : L.O., Révolution permanente... Nous sommes certains de ne pas être des fauteurs de division. Les politiciens le font très bien eux-mêmes en privilégiant leurs intérêts d'appareil et des chapeaux à plumes.

Dans ce cadre où chacun joue sa partition, l'abstention – l'abstention active – représente la position anarchiste la plus cohérente. Nous avons déjà dit tout le mal que nous pensions des politiciens qui ne pensent qu'à leur écurie et leurs chefs.

Ne nous leurrons pas, le poids des anarchistes n'est pas suffisant pour faire pencher la balance électorale d'un côté ou de l'autre. Notre audience relève de la marge.

Pour la prochaine présidentielle de 2027, la conduite la plus appropriée est donc de pratiquer et de défendre une abstention stricte.

Quand l'extrême-droite menace de gagner, nous savons que dénoncer les dérives fascistes ne suffisent pas et qu'appeler pour la énième fois à faire barrage, à se rendre en masse aux urnes pour éviter le pire, ne change pas grand-chose d'autant que les politiciens depuis une trentaine d'années portent une lourde responsabilité dans

cette dérive à l'extrême-droite.

Par conséquent, face à la menace de l'extrême-droite, ce que nous arrêterions si nous allions voter, ce n'est pas leur parti lui-même, mais seulement l'une de ses manifestations. L'extrême-droite progresse électoralement mais surtout par d'autres moyens, essentiellement le racisme, la peur du déclassement, la sécurité et autres ressorts qui ont déjà été tant étudiés.

La victoire aux urnes de la gauche aux dernières législatives a créé le faux sentiment d'avoir vaincu l'extrême-droite, au moins momentanément, et cela encourage certains à persévérer dans la lutte électorale pour continuer à récolter des victoires illusoires, tandis que le monstre poursuit son chemin main dans la main avec ceux qui ont remporté les élections. Les Insoumis disent à qui veut bien les entendre qu'on peut ensemble rejouer l'unité pour vaincre à nouveau lors de la prochaine présidentielle. Parallèlement, l'extrême-droite continue son ascension. Et on a même vu les derniers sondages minorer le score de l'Afd. Ce qui pourrait vouloir dire que l'extrême-droite en France en a encore sous le coude parmi les abstentionnistes.

Il faut également tenir compte du fait que, très habilement, l'extrême-droite a choisi de se parer des atours de la démocratie et cherche à gagner en légitimité en acceptant des règles qui consistent à jouer la carte électorale sans complexe et à accéder au pouvoir par le biais des urnes de la démocratie parlementaire. L'extrême-droite est banalisée, décomplexée, grâce aux politiciens de gauche comme de droite qui vont sur son terrain et légitiment ainsi leurs propos et thématiques : immigration, remigration, citoyens de seconde zone etc.

C'est précisément la légitimité conférée par les urnes qui lui permet de gagner l'adhésion de la population et, comme Donald Trump l'a si justement compris, c'est ce qui lui donne le pouvoir d'exercer un pouvoir totalement excessif, en le présentant comme le fruit de la volonté populaire. Cela lui permet de prendre des mesures qui seraient finalement désapprouvées même par ses propres électeurs et qui pourraient provoquer des soulèvements populaires si elles étaient prises en dehors du cadre de la légitimité conférée par les urnes.

C'est la croyance, profondément ancrée dans la population et inlassablement répétée par les institutions, que les élections constituent la procédure légitime d'accès démocratique aux postes de pouvoir, qui permet à l'extrême-droite de les utiliser pour s'emparer du pouvoir politique.

Le phénomène va s'amplifier avec les réseaux sociaux,

les plateformes numériques et le type de communication qu'elles permettent, et perturbent l'équilibre entre les options concurrentes, introduisant un biais systémique en faveur de l'extrême-droite. Par la suite, les dernières technologies numériques et l'Intelligence Artificielle confèrent des pouvoirs exorbitants aux dirigeants une fois qu'ils ont accédé au pouvoir par les élections.

Par conséquent, désormais vidée de toute justification, cette croyance dans le pouvoir légitimateur des urnes se transforme en un simple artifice qui permet à l'extrême-droite de prendre le pouvoir.

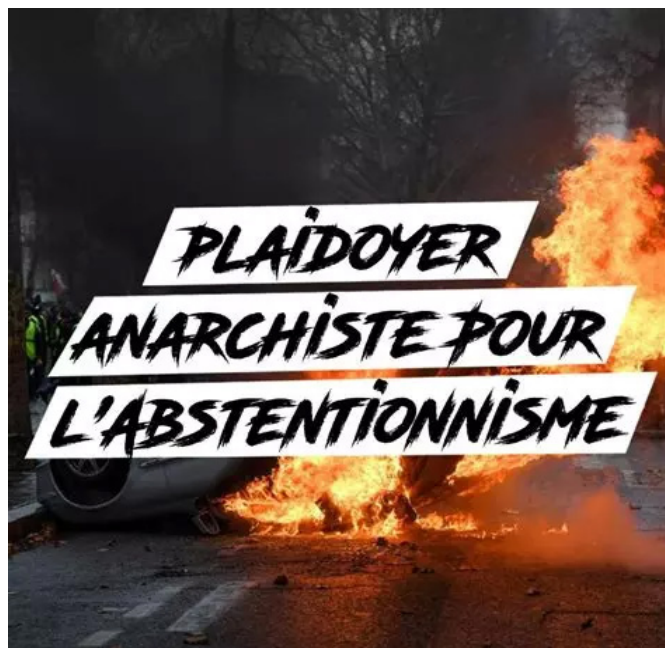
Pour que l'extrême-droite puisse accéder au pouvoir et l'utiliser à sa guise, sans provoquer un rejet qui mette en péril l'ordre social, il est essentiel que les élections soient perçues comme conférant une légitimité incontestable aux vainqueurs pour gouverner.

C'est donc ce dispositif de légitimation de l'exercice du pouvoir qu'il faut démanteler, ou affaiblir, en désertant les urnes et en refusant de participer aux élections qui, qu'on le veuille ou non, seront utilisées par l'extrême-droite pour légitimer son exercice du pouvoir.

Nous devons tenter de désamorcer l'un des plus grands dangers politiques qui nous menacent, nous devons immédiatement sensibiliser notamment les travailleurs à l'imminence et à la nature de ce nouveau totalitarisme engendré par l'informatisation généralisée du monde et de la vie, tout en déconstruisant l'illusion selon laquelle l'extrême-droite pourrait être vaincue par les urnes.

Voter lorsqu'elle apparaît comme un vainqueur potentiel revient en réalité à légitimer sa manière d'accéder au pouvoir et, de ce fait, à lui donner carte blanche pour agir ensuite à sa guise.

Bien entendu, toute action que nous pouvons envisager pour lutter contre l'extrême-droite, y compris l'abstention active, ne peut être véritablement efficace que si elle est élaborée et menée collectivement. Cela signifie que la résistance à l'extrême-droite exige la création et le développement d'espaces libertaires de convergence et d'actions communes.



Tout faire pour que l'extrême-droite n'arrive pas au pouvoir mais s'y préparer et fourbir nos armes de défense au cas où.

L'extrême-droite promet le bon sens près de chez vous, de maintenir les traditions, d'assurer la sécurité de tout le monde, de faire des économies (en s'attaquant aux plus faibles), de prendre des mesures contre l'immigration comme si le patronat n'avait pas besoin de main d'œuvre bon marché, d'assumer une politique débarrassée des idéologies comme si le R.N. n'avait aucune idéologie sous-tendue... Elle ajuste son costume de gestionnaire raisonnable avec quelques cadres issus de la haute fonction publique, caution d'un savoir-faire élitiste. Elle tire à boulets rouges sur les oppositions et leurs pseudo-outrances. Mais nous savons par expérience que là où l'extrême-droite gère des municipalités, la misère n'est pas traitée mais seulement déplacée. Que la peur fait office de politique. Qu'il faut davantage de sécurité pour faire face aux menaces et cette extrême-droite à court d'idées possède une logique simplette. Ya qu'à mettre des caméras, davantage de policiers pour augmenter les contrôles... Ce discours permet de faire croire que l'on agit et de faire dire aux chiffres ce que l'on veut.

Mais objectivement, est-ce que la société est plus sûre depuis la mise en place des mesures sécuritaires ? Est-ce que les caméras de surveillance ont empêché l'ignoble massacre à Nice en 2016 par des islamistes ?

Si la multiplication des caméras et des moyens sécuritaires suffisait à régler l'insécurité, le problème de la délinquance et des attentats serait réglé depuis longtemps. Il ne semble pas que cela empêche le narcotrafic. Il ne semble pas que ces caméras s'attaquent aux causes de la pauvreté et de ces conséquences.

Mais est-ce vraiment ce qui intéresse les extrémistes de droite ou ne serait-ce pas plutôt le sentiment d'abandon et la fabrique d'un sentiment permanent de menace qui leur sert de carburant. Les faits divers font la Une des journaux et il faudrait davantage de budget pour stopper les incivilités voire les meurtres. C'est la communication qui devient gage d'action. Exit la prévention, l'éducation, la santé mentale, les logements dans des quartiers ghet-

tos, l'accompagnement social...

Elle balaie d'un revers de main la prévention au profit de la répression, toute politique de la peur a besoin de cibles, notamment celles qui n'ont pas les moyens de se défendre, les plus faibles, les plus démunis. Est-ce vraiment glorieux et courageux ? De surcroît, quand vous dénoncez de tels agissements, vous vous trouvez dans le collimateur des autorités en place et l'on cherche à vous discréditer, à vous disqualifier, à vous faire peur. Pour assumer des procès, cela coûte cher.

Et l'on ne parle pas de la prise de conscience écologique des élus d'extrême-droite. Parallèlement, ses alliés objectifs qui recherchent une alliance électorale de toutes les droites, Sarah Knafo en tête, veulent des services publics réduits au minimum et considèrent les fonctionnaires comme une charge dont on pourrait se dispenser. Les deux tiers des fonctionnaires ne seraient pas vraiment utiles. Cette dernière se voit comme une nouvelle Thatcher et entend faire 130 milliards d'économies dans le fonctionnement de l'Etat. La compagne d'Eric Zemmour est éditée par Bolloré, tout un programme. Et Eric Ciotti, l'allié de Marine Le Pen, milite pour les retraites par capitalisation.

Les travailleurs dont les fonctionnaires ont-ils vraiment intérêt à voter pour l'extrême-droite ? Bien sûr que non. Elle annonce la couleur, personne ne pourra dire « on ne savait pas ».

Alors quels sont les leviers dont nous disposerons une fois l'extrême-droite arrivée au pouvoir dans le pire des scénarii.

Pour les anarchistes, les élections donnent le pouvoir à des minoritaires d'un point de vue global. Et ce mandat minoritaire ne donne pas tous les droits. C'est pour cela qu'il faudra s'attendre à moult procès et qu'une caisse de secours juridiques devra être abondée.

Nous voyons aujourd'hui que tous les politiciens font la course à l'échalote mais au lendemain de l'élection présidentielle, il faudra bien se serrer les coudes et agir de concert. Les petits intérêts politiques devront laisser la place à la constitution d'un rapport de force conséquent. D'autant que la police et l'armée possèdent de nombreux sympathisants du R.N. dans leurs rangs. Les matraquages seront couverts voire encouragés.

Face à une extrême droite qui sera au pouvoir, personne ne devra rester seul, notamment les plus faibles. Notre opposition devra être active, encore davantage que celle qui se fait jour aujourd'hui.

Nous avons des outils : les syndicats, les associations et les mouvements écologistes de lutte. La résistance passe aussi par le syndicalisme et notamment la grève générale.

Ty Wi (Groupe Libertaire Jules Durand)

C'est l'autogestion qu'il nous faut

Heureusement que les gros patrons sont là. Ils investissent, donnent du travail aux ouvriers sinon ces derniers crèveraient la dalle ; ils prennent tous les risques...Et dans une grosse entreprise, on est tous dans la même galère, à part que les fins de mois sont plus difficiles pour ceux et celles qui créent les richesses, à savoir les travailleurs, ceux qui rament le plus fort et le plus longtemps. Et comme le disent nos affiches depuis 1968 : « le patron a besoin de toi, tu n'as besoin de lui ». Les patrons font leurs pleureurs car l'Etat les assomme de charges, d'impôts, de réglementations...mais ils oublient de dire qu'ils bénéficient de milliards d'aides publiques. Ce sont eux les vrais assistés, pas les chômeurs.

Les profits des capitalistes explosent (Plus de 40% pour le premier semestre de cette année) mais ils se plaignent pour en avoir davantage. Et le gouvernement les écoute, quoiqu'il en coûte. Il y a de plus en plus de milliardaires et leurs fortunes ont été multipliées par deux ces dix dernières années. Il faut dire que les industries de mort se portent bien. Leurs actionnaires sont ravis. Du côté des profiteurs de guerre dont TotalEnergie qui engrange des profits-records avec la guerre en Iran et le blocage du détroit d'Ormuz, tout va bien, alors que les salariés tirent la

langue pour boucler leur budget tous les mois.

On nous dit qu'il va falloir s'habituer à payer plus cher l'alimentation, à payer plus cher le gaz et l'électricité, à payer plus cher les carburants...et parallèlement, il faudrait s'habituer à ne plus avoir d'augmentation de salaire, à avoir le point d'indice bloqué dans la Fonction publique, à avoir des retraites désindexées pour les retraités qui ont travaillé toute leur vie et qui ont permis les richesses d'aujourd'hui.

Le chômage repart à la hausse, la précarité aussi. Les usines continuent à fermer et le tissu industriel s'étiole. Le patronat se nourrit des bas salaires et exploite les travailleurs. Voilà ce que les politiciens n'osent pas dire de peur de choquer les patrons qu'il faut ménager comme si ces derniers menageaient ceux et celles qui triment. On nous bassine avec la dette mais qui l'a créée ? Et l'on voit un Bruno Le Maire qui donne des leçons et nous explique comment il faudrait faire pour la diminuer. N'a-t-il pas été au gouvernement plusieurs années ? Et ces anciens premiers ministres de Macron qui nous expliquent de même qu'ils ne sont comptables de rien et font des propositions pour l'élection présidentielle de 2027 alors qu'ils

auraient pu les mettre en application quand ils étaient aux manettes, notamment pour le système scolaire et ses enseignants.

Ils n'ont rien fait ou si peu pour prendre des mesures contre le réchauffement climatique, mais c'est normal car c'est le patronat qui est responsable de la destruction de la planète. Il est cupide et seuls les profits l'intéressent quitte à faire la guerre pour accéder aux richesses dont il a besoin pour maintenir voire augmenter ses marges.

Le patronat engage les prétendants à la fonction suprême à déréguler l'Etat, à diminuer les moyens pour maintenir les services publics dont l'éducation et la santé, à s'attacher aux retraites. Les travailleurs et les patrons n'ont aucun intérêt commun ; aucun intérêt commun entre exploités et exploités.

Les anarchistes se battent dans les syndicats, les associations...et défendent les intérêts des plus vulnérables. Ils demandent toujours davantage de bien-être et de liberté. Ils s'engagent de même pour une société d'écologie sociale et libertaire.

Nous refusons la dictature économique du patronat et la dictature du prolétariat. Cette année va être cruciale pour le monde du travail. L'extrême-droite, l'ennemi des travailleurs, est aux portes du pouvoir. Le fascisme, c'est la gangrène, on l'élimine ou on en crève. Pour autant,

nous n'avons aucune confiance dans les autres candidats. Les luttes à venir se situeront sur le terrain de la lutte des classes pour éviter la politique menée actuellement : économie de guerre qui diminue les moyens nécessaires pour les hôpitaux, l'école...incompétence qui se traduit par des inondations, des incendies, du soutien à l'agro-business...une perte de la biodiversité, une augmentation des cancers dus à certains pesticides...

C'est l'autogestion qu'il nous faut. Ce sont les initiatives des travailleurs et des individus conscients qui nous empêcheront d'aller dans le mur, pas les patrons, pas les politiciens et encore moins l'extrême-droite !

Des expériences comme LIP, les collectivisations en Espagne lors de la Révolution espagnole...nous indiquent que d'autres voies sont possibles.

Ty Wi (GLJD)



Embourgeoisement des politiciens écologistes

« Je tiens à souligner que si les Verts (allemands) s'allient aux sociaux-démocrates, ils suivront une logique tragique : ils perdront leur identité. » Cette phrase, tirée du long entretien accordé par Murray Bookchin au magazine Kick it Over (1), trouve, quarante ans plus tard, un écho surréaliste en France, avec le ralliement du parlementaire écologiste Yannick Jadot à la candidature à la présidentielle du social-démocrate Raphaël Glucksmann. Elle est surréaliste à plus d'un titre, mais s'inscrit dans une tendance de fond déjà observée par le passé, notamment avec la transformation radicale de porte-parole des écologistes, à l'image de Daniel Cohn-Bendit, vers une forme d'embourgeoisement social et parlementariste.

On ne retracera pas ici les parcours de ces deux militants autrefois radicaux, car il ne faudrait pas limiter à ces deux seules personnalités, largement médiatisées, la tentation — ou plutôt la dérive — d'une partie des écologistes vers un conformisme de bon aloi, sans prise de risque ni tentative de bouleversement profond, ou à tout le moins de créativité démocratique.

Ces deux personnalités politiques ont néanmoins en commun d'avoir goûté à la gamelle parlementariste, avec

les avantages qui l'accompagnent, et ainsi éviter une aller simple vers l'anonymat dépressif ou la simplicité d'une vie. Car comment expliquer autrement la présence au Sénat de Yannick Jadot ? Le fait d'avoir été candidat à l'élection présidentielle lui confère-t-il un droit intangible à un parcours parlementaire compensateur ? On ne peut décidément pas s'en remettre au hasard, dans ce cas précis, si l'on se souvient du précédent de Dominique Voynet, devenue sénatrice en 2004 et restée au Sénat jusqu'en 2011.

Cet embourgeoisement d'une partie des écologistes se retrouve à tous les étages de la société et se diffuse discrètement au niveau local, retranchés qu'ils sont dans leurs maisons de paille et de torchis. Leur point commun ? Le renoncement à des engagements intrinsèquement liés au combat écologique sur un certain nombre de points stratégiques, comme le nucléaire. La dénonciation du capitalisme n'étant plus à l'ordre du jour, il devient difficile de critiquer la fabrication à l'échelle industrielle des voitures électriques, avec un impact non négligeable sur l'environnement.

Le cas Jadot est flagrant. Dans son interview sur France

Inter, le 24 août, le journaliste politique Benjamin Duhamel l'a interrogé sur son soutien à la candidature de Raphaël Glucksmann. Pour promouvoir sa démarche auprès des électeurs et électrices de l'écologie politique, le sénateur a diffusé sur sa page Facebook quelques extraits sélectionnés de son passage à La Grande Matinale. Dans l'un d'eux, il espère que ces électeurs et électrices « vont rester fidèles à leurs valeurs ». Ou faut-il préciser : aux valeurs modulables des parlementaires, au gré des vents qui tournent ? Et puisque le monde politique a lui aussi ses archives, il est bon de rappeler que la parlementaire Dominique Voynet n'avait pas hésité, elle non plus, à s'écarter de ses valeurs en renonçant au principe du non-cumul des mandats (2).

Un dernier extrait de l'intervention de Yannick Jadot est éclairant sur les perspectives d'avenir en matière énergétique. « Je le regrette, mais il faut regarder la réalité en face : l'écologie politique n'est pas en capacité de rassembler et de jouer la gagne en 2027. Raphaël Glucksmann l'est. Et son engagement écologique est clair : sortir des énergies fossiles et adapter notre société au dérèglement climatique. »

Comment ne pas adhérer au principe d'une indépendance à l'égard des énergies fossiles ? Sauf que Benjamin Duhamel a pointé une contradiction flagrante entre les deux hommes politiques : leur positionnement sur la filière nucléaire française. À l'entendre s'entortiller dans les mots au sujet de la position du candidat de Place publique sur le maintien et le déploiement de réacteurs de nouvelle génération, on comprend que le sénateur n'ait pas retenu cet extrait pour le lancement de sa campagne de soutien (3).

L'embourgeoisement ne se limite pas à une apparence physique, une posture sociale ou une attitude ostentatoire. Il se glisse dans les commentaires politiques, dans

les prises de position publique, dans un opportunisme fait de délégations par les suffrages indirects, à plusieurs milliers d'euros, sans plus se soucier de la rigueur des propos ni de la probité des formules. Qu'il est plus confortable de s'associer à des revirements de circonstance et court-termistes que de relier son acte politique à une vision plus vitale, nourrie des révolutions sociales.

Murray Bookchin avait raison sur la perte d'identité des écologistes. Mais je nuancerais quelque peu son appréciation : il est peut-être davantage question de changement que de perte d'identité. Le discours de Yannick Jadot sur le nucléaire a changé en à peine cinq ans. Opposant hier, il dit aujourd'hui : « débattons. » Avec qui ? Avec les bourgeois sociaux-démocrates. Qui peut encore croire, aujourd'hui, à leur fiabilité ? À part les opportunistes.

(1) Bookchin, Murray. "Democratizing the Republic and Radicalizing the Democracy: An Interview with Murray Bookchin." Partie 2. Kick It Over, no. 14, Winter 1985–86, p. 9

(2) Cumul : Dominique Voynet se donne le temps de la réflexion <https://www.nouvelobs.com/politique/municipales-2008/20080319.OBS5785/cumul-dominique-voynet-se-donne-le-temps-de-la-reflexion.html>

(3) Présidentielles 2027 : l'écologiste Yannick Jadot choisit de soutenir raphaël Glucksmann <https://www.radiofrance.fr/franceinter/podcasts/l-invite-de-7h50/l-invite-de-7h50-du-lundi-24-aout-2026-2695433> à partir de 6'52

Blog : David DERRIEN

<https://dderrien.blogspot.com/2026/08/la-tentation-de-embourgeoisement-des.html>

Pensée et action libertaires renouvelées

« Cherchons ensemble, si vous le voulez bien, les lois de la société, la manière dont elles sont appliquées, le processus par lequel nous les découvrons ; mais, pour l'amour du ciel !, après avoir démolé tous les dogmes a priori, ne songeons pas à endoctriner les gens [...] maintenons un débat sain et honnête ; donnons au monde l'exemple d'une tolérance éclairée et lucide ; mais, puisque nous sommes à la tête d'un mouvement, ne devenons pas les chefs d'une nouvelle intolérance, ne nous érigeons pas en apôtres d'une nouvelle religion, même celle de la logique ou de la raison. Accueillons et encourageons toutes les protestations, dénonçons toutes les exclusions, tous les mysticismes ; ne considérons jamais un problème comme résolu, et lorsque nous avons épuisé tous les arguments, recommençons, s'il le faut, avec éloquence et ironie. »

Pierre-Joseph Proudhon, Lettre à Karl Marx, 17 mai 1846

Les anarchistes, qu'ils appartiennent à une organisation ou non, s'engagent dans toutes sortes de luttes sociales contre la domination afin de défendre les plus vulnérables. Cela va des anarchistes les plus obstinément attachés à la révolution classique, dont l'espoir est peut-être désormais illusoire à une époque bien différente, à ceux qui sont pleinement conscients que nous vivons bel et bien dans une ère postmoderne, qu'on le veuille ou non. Cela ne signifie pas pour autant, malgré certains aspects de cette époque que nous détestons, désespérer ; bien au contraire, c'est une formidable opportunité pour de multiples projets libertaires, pour résister au pouvoir (et pas seulement au capital), et pour construire dès maintenant les modèles moraux que nous souhaitons pour la société

dans son ensemble. Bien entendu, cela implique de tisser des liens entre différents projets, car nous insistons sur le fait que la décentralisation et le fédéralisme sont essentiels à une société libertaire.

La recherche d'une organisation de grande envergure implique un projet grandiose et global (un terme très proche de « totalitaire ») et, inévitablement, l'imposition de sa volonté d'une manière ou d'une autre. Que l'on soit anarcho-sindicaliste ou anarchiste individualiste, on finit toujours par s'impliquer dans des projets et des pratiques libertaires. Je ne souhaite étiqueter personne

d'anarchiste, mais je tiens à réaffirmer que l'anarchisme est, ou devrait être, libre de tout dogmatisme et favorable à la libre expérimentation des pratiques de liberté et d'égalité pour tous et toutes. Que chacun défende ce qu'il juge approprié, d'un point de vue libertaire, mais je recommande d'abandonner les notions dépassées du passé, avec leurs programmes préfabriqués (plateforme), leurs sujets révolutionnaires inexistantes et leurs horizons utopiques grandioses, et de privilégier – autre caractéristique de l'anarchisme – le renouvellement et l'innovation constants de la pensée et de l'action (ici et maintenant).



Rentrée sociale de septembre 2026



Lété caniculaire et infernal a été rude pour les travailleurs du BTP, les personnels de santé qui n'avaient pas la climatisation, les personnes âgées... Bref les conditions de travail étaient dégradées et les droits des travailleurs n'ont pas toujours été respectés. Des salariés ont bossé à l'extérieur alors qu'il faisait 45° à l'ombre... Les seniors ont souffert mais pas qu'eux. L'inflation frappe encore les plus démunis avec 2,4 % d'augmentation sur un an en août (chiffres INSEE publiés le 28 août 2026) et 2,7 % pour l'indice des prix à la consommation harmonisé (IPCH). La hausse des prix sur les fruits et légumes, due à la sécheresse et aux conditions météo catastrophique frôle les 6% et va s'accroître dans les mois à venir. L'électricité et le gaz prennent à nouveau une augmentation. Les prix de l'énergie montent de 16,7 % sur un an en août, après une hausse de 12,6% le mois précédent. Le carburant augmente, à cause de la guerre en Ukraine et en conséquence du blocage du détroit d'Ormuz. On peut remercier l'autocrate Poutine et le crétin Trump. Les difficultés économiques s'aggravent donc, avec un gouvernement qui fait la sourde oreille aux revendications ouvrières et qui cherche par tous les moyens à faire des économies sur le dos des plus précaires, des retraités et des salariés.

Parallèlement, l'augmentation automatique du Smic au 1er juin dernier a immédiatement fait basculer, pour près de 80 % de branches, au moins un minima sous le salaire minimum. Ce basculement maintient les salariés dans la précarité et les prive de toute perspective d'évolution. Les exonérations de cotisations sociales créent une « trappe à bas salaire » et prive nos services publics des financements dont ils ont besoin. C'est un scandale que les anarchistes dénoncent depuis des années. On reste dans un déclassement massif du travail. Pendant ce temps, les patrons, toujours déconnectés de leurs salariés rient ouvertement quand on leur propose d'augmenter les salaires. Ils en veulent toujours plus pour gaver leurs actionnaires et en donner le moins possible à ceux et celles qui créent les richesses, les travailleurs. Il n'y a jamais eu autant de milliardaires, ces derniers appauvrissant de plus en plus de gens. Les patrons bénéficient de milliards d'aides aux

entreprises alors que le gouvernement fait les poches des travailleurs. Et plus on est riche, moins on paie d'impôts. Dans la Fonction publique, l'État continue sa politique d'austérité aux agents des trois fonctions publiques. Les personnels de l'hôpital ont encore tenus à bout de bras des services hospitaliers déjà à l'os et qui plus est, dans plusieurs périodes de surchauffe cet été. Les enseignants demeurent sous-payés et le métier est de moins en moins attractif. La rentrée s'annonce morose. Le gouvernement doit cesser cette politique de l'autruche et augmenter le point d'indice pour tous et toutes et non donner des augmentations selon des gratifications individuelles. L'avenir s'annonce sombre pour le pouvoir d'achat des travailleurs, chômeurs, jeunes et retraités. Il s'annonce sombre aussi car les mesures à prendre pour s'attaquer aux causes du dérèglement climatique ne sont pas prises. De même pour les mesures d'adaptation. Les politiciens attendent que le thermomètre baisse pour laisser passer l'orage et continuer comme si de rien n'était. Hypocrisie, inconséquence, incompétence... qualifient le politicien d'aujourd'hui.

Il nous faut revenir à la réindexation automatique des salaires sur les prix ainsi que l'indexation des retraites sur le coût de la vie. C'est une solution de justice qui pourrait permettre de dynamiser la consommation et l'économie et éviter le risque de récession.

Le gouvernement Lecornu mais aussi les suivants doivent abandonner leurs projets de désindexation des pensions. Il doit prendre la mesure des effets du changement climatique et agir conséquemment afin de limiter l'utilisation des énergies fossiles.

Les travailleurs doivent refuser toute perte de pouvoir d'achat et exiger le partage du temps de travail. Ils doivent de même se saisir des enjeux climatiques. Parce que nos vies valent davantage que leurs profits. Alors, lors des mobilisations en septembre contre les violences sexistes, grèves dans la santé et l'éducation, pour la grande marche pour le climat, la paix et la justice sociale, qu'on soit nombreux dans la rue.

Groupe syndicaliste libertaire du Havre



Rentrée électorale des politiciens



A chaque parti son université d'été où les appels à l'unité contredisent les faits puisque chaque écurie politique a déjà placé ses pions sur l'échiquier électoral, sans compter ceux et celles qui vont bientôt postuler à la présidentielle. Une vraie bataille de coqs à défaut de petits chevaux.

Mais que viennent faire ces libertaires qui appellent d'ores et déjà à voter pour Mélenchon au premier tour de la présidentielle ? Il faudrait battre à tout prix l'extrême-droite. Soit, mais pour nous le problème n'est pas de savoir qui est le mieux placé pour battre Marine Le Pen mais comment endiguer cette montée de l'extrême-droite. Comment faire pour lutter contre les idées nauséabondes de racisme ? Comment redonner des couleurs à l'humanisme libertaire ? Comment regagner la bataille culturelle contre l'extrême droite et les identitaires ? Comment faire gagner la lutte des classes contre des projets anti-ouvriers ? Bref comment faire reculer les réactionnaires. Etc. Parce qu'il ne suffit pas de dénoncer les dangers de l'extrême-droite à propos des libertés syndicales, démocratiques...de la liberté d'expression...La dénonciation jusqu'à présent n'a pas servi à grand-chose. Les anarchistes synthésistes n'ont pas de recette magique mais les autres non plus.

A entendre les Mélenchonnistes, il suffirait de voter pour eux pour que la magie opère et que les idées véhiculées par l'extrême-droite s'estompent puis disparaissent comme par enchantement. D'ailleurs Macron nous a fait le coup, du moins pour ceux et celles qui se sont laissés attirer par les sirènes d'un pseudo bloc central. Et avec lui, on n'entendrait plus parler de Madame Le Pen. On sait maintenant que c'était une fiction. Et de nombreux électeurs sont même prêts à donner leurs voix, en 2027, à une personnalité politique condamnée par la justice.

Alors, nous devrions voter pour Mélenchon mais sans lui donner un blanc-seing. C'est le même rata qu'on nous sert à chaque joute électorale. Pour le résultat que l'on connaît aujourd'hui. Et puis, ça ne ferait pas mal au poignet de mettre un bulletin dans une urne ; on peut même se pincer le nez en votant. Et puis on attendrait l'élu au tournant...comme si les électeurs n'avaient jamais été grugés. Comme si les prétendants, une fois au pouvoir, tenaient leurs promesses. Où a-t-on vu jouer un pareil film ?

Nous conseillons aux libertaires qui veulent voter de monter un énième parti gauchiste qui ferait de la propagande pour les idées libertaires puis appellerait à l'unité (tactique et théorique ?) et à voter pour le candidat le moins pire. C'est une option d'ailleurs qui avait été choisie par la Fédération Communiste Libertaire qui en décembre 1955 décida de présenter des « candidats révolu-

tionnaires » aux Élections législatives françaises de 1956. Leur ambition était de se servir de ces élections comme d'une tribune. Décision piteuse. Les résultats obtenus furent dérisoires notamment dans le treizième arrondissement à Paris.

De nombreux textes théoriques, de Malatesta à Colombo Eduardo, ont étrillé le système électoral et indiqué pourquoi les anarchistes ne votaient pas, ne participaient pas aux processus électoraux. Nous restons sur cette position, non par purisme mais parce que l'histoire nous a montré qu'après chaque élection le peuple était trahi. Que le principe de la délégation de pouvoir permet à des gens élus de faire ce qu'ils veulent ; que donner sa voix, c'est perdre la parole.

Certains nous disent, et après « élections piège à cons », qu'est-ce que vous faites ? On continue à vivre le plus dignement possible. On continue à militer syndicalement pour certains, à militer dans des associations pour d'autres, à créer des alternatives à petites échelles. Cela ne renverse pas la table mais pas moins que les militants qui ont participé à des campagnes électorales.

Micka (GLJD)

Les parlementaires et autres régimes autoritaires reproduisent systématiquement l'oppression engendrée par le pouvoir politique, un pouvoir déconnecté de la communauté.

Que dénonçons-nous aujourd'hui ?

Des militants qui dénoncent la hiérarchie qui n'est pas une forme d'oppression ; elle est l'oppression même, qui se manifeste ensuite à travers le sexe/genre, l'appartenance ethnique, la classe sociale, etc.

L'anarchisme s'oppose à toutes les hiérarchies, à tout pouvoir politique – cette relation figée entre deux ou plusieurs personnes où l'une détient l'autorité de commander et les autres se contentent d'obéir, plus ou moins volontairement. Par conséquent, seul l'anarchisme, au sens le plus large, au-delà de toute bannière ou mouvement spécifique, peut se renforcer en s'unissant sans diluer les différents axes d'oppression. Les anarchistes ne proposent pas que les individus se soumettent à une quelconque forme d'oppression, légitime ou non, à une hiérarchie où leurs idées ne seraient pas considérées comme égales à celles des autres. Aucune institution ne devrait priver les individus de leur droit fondamental à décider par eux-mêmes, à évoluer en harmonie avec autrui.

Dans la proposition révolutionnaire anarchiste, l'individu

ne perd pas sa réelle possibilité de construire l'ordre social aux côtés d'autrui. Il existe de nombreuses manières d'y parvenir, et toutes consistent à s'organiser, à s'auto-organiser et à parvenir à des accords avec les autres – à s'organiser de la base au sommet, comme on l'a si souvent répété. Et non pas au sein d'une unique et chaotique assemblée géante, comme le prétendent les autoritaires. Il ne s'agit donc pas de mouvements sociaux servant de tremplin néfaste vers des mouvements politiques. Il s'agit de donner aux mouvements sociaux les moyens d'être anarchistes, quel que soit leur nom, de décider par eux-mêmes, de s'approprier leur territoire et d'être prêts à faire appliquer leurs décisions. Autrement dit, de refuser toute hiérarchie ; c'est reconnaître l'idée la plus radicale et la plus puissante de la multitude : l'égalité.

Le problème des autorités, c'est l'autorité elle-même. La structure des régimes autoritaires reproduit la hiérarchie ; s'ils proposent des assemblées, c'est uniquement pour la base – en l'occurrence, la base d'une pyramide avec un dirigeant au sommet. Les intentions n'ont rien à voir là-dedans ; cette personne pourrait être la plus bienveillante, mais la hiérarchie se perpétuera, entraînant la perte du principe fondateur de la communauté.

Nous devons renoncer à la fragmentation sans pour autant prôner une homogénéité étatique, et seul l'anarchisme, mouvement de résistance par excellence, est capable d'y parvenir grâce à son approche anti-hiérarchique et anti-autoritaire. Cela ne signifie pas que des rapports d'oppression informels ne surgiront pas et ne ressurgiront pas au sein des structures sociales, y compris anarchistes, mais nous pouvons les combattre plus efficacement en les rejetant totalement et en adhérant à un principe anti-autoritaire explicite de vigilance permanente. Nous ne pouvons plus être anticolonialistes, anti-impérialistes, anti-sexistes et antiracistes tout en cherchant, en fin de compte, à maintenir certains groupes

au-dessus des autres, à reproduire le pouvoir politique – c'est-à-dire à exproprier les communautés de leur droit à disposer d'elles-mêmes.

Il ne s'agit donc pas de débattre de l'oppression la plus importante ou la plus déterminante ; l'oppression est bien présente, même si elle est invisible. Il ne s'agit pas d'intégrer les différents axes dans un « programme politique commun », mais plutôt de les inscrire dans une vision globale qui s'oppose à toutes les hiérarchies, sans en dissimuler les traces, sans subsumer une oppression sous une autre, mais en les intégrant à une vision qui développe le potentiel humain, tant individuel que collectif.

Liberté et anarchie ne signifient pas l'absence de conflit, mais plutôt des modes de résolution des conflits anti-autoritaires et collectifs, guidés par l'idéal social d'égalité et de liberté. Ces conflits englobent aussi bien les formes anciennes que les formes nouvelles. La gauche prétend vouloir mettre fin à l'oppression tout en maintenant intact le principe de hiérarchie – autrement dit, une certaine oppression « juste ».

Nous ne sommes pas contre la force, et encore moins contre la capacité des communautés à se défendre ; nous sommes contre l'oppression, le pouvoir politique, la société hiérarchisée elle-même. Inutile de débattre de la supériorité d'une oppression sur l'autre. Les différents axes d'oppression nous aident à comprendre comment l'oppression, les oppressions, se matérialisent, que nous en soyons conscients ou non. Nous ne devons ni les nier ni les dissimuler : ce sont nos outils pour devenir plus forts, plus libres.

Toujours contre toute oppression.

Marisol Boulé

Détruire les conditions qui rendent possible l'existence des classes dominantes et dominées

Nos parcours de vie nous amènent à des rapports ou des façons d'être au monde qui peuvent être différents selon notre origine sociale. Camus n'avait pas appris la misère dans Marx mais l'avait vécue dans sa chair. En naissant dans une famille ouvrière, la lutte des classes n'est pas pour les enfants un choix, une préoccupation intellectuelle ou une catégorie théorique héritée, susceptible d'être remplacée par une autre au gré des modes idéologiques ou culturelles. C'est une réalité vécue, une manière de comprendre la société et de connaître la place que chacun d'entre nous y occupe. La lutte des classes et l'émancipation des travailleurs par les travailleurs eux-mêmes. Non pas une émancipation octroyée par l'État, imposée par un parti ou administrée par une bureaucra-

tie, mais l'auto-émancipation consciente du prolétariat par sa propre lutte et sa propre organisation.

Il ne s'agit pas d'ouvriérisme ni d'idéalisation de l'ouvrier parce que naître dans une famille ouvrière ne confère aucune supériorité morale, politique ou révolutionnaire. Je n'identifie pas non plus le prolétariat à une culture ouvrière spécifique, à l'usine traditionnelle, ni à une identité héritée. La place centrale que j'accorde au prolétariat ne découle ni de la nostalgie du vieux monde ouvrier, ni de la défense d'une identité sociologique. Elle découle de la reconnaissance d'une réalité sociale fondamentale : nous vivons dans une société de classes, et tant qu'il y aura ceux qui possèdent les moyens de production et

ceux qui, pour vivre, doivent vendre leur force de travail, l'antagonisme de classes persistera.

Ma façon d'être au monde est façonnée par cette conscience. Non pas parce que les travailleurs sont meilleurs que les autres, ni parce qu'ils possèdent une supériorité morale ou une vertu révolutionnaire innée, mais parce que leur position dans la société capitaliste les place dans une relation spécifique avec le capital. Ce sont eux qui, par leur activité, reproduisent quotidiennement la société existante et, précisément pour cette raison, ce sont eux qui ont la possibilité de cesser de la reproduire et de la réorganiser sur d'autres fondements.

La lutte des classes n'est donc pas, pour moi, une préférence théorique parmi d'autres possibilités, ni une catégorie que l'on puisse abandonner face à l'émergence de nouvelles formes de domination ou de nouvelles sensibilités politiques. Le capitalisme a profondément transformé la composition du prolétariat, dispersé ses lieux de travail, fragmenté ses expériences et multiplié les formes d'exploitation et de précarité. Mais il n'a pas aboli la séparation fondamentale entre ceux qui possèdent les conditions matérielles d'existence et ceux qui doivent vendre leur force de travail pour vivre.

Certains comme Miquel Amorós dont la pensée, issue du situationnisme et de ses développements intellectuels ultérieurs, tend à rechercher les possibilités d'émancipation dans l'autonomie des modes de vie, dans la communauté, dans le territoire et dans la résistance aux multiples manifestations de la domination, je continue de croire que le cœur de toute possibilité révolutionnaire réside dans la lutte des classes et dans l'émancipation des travailleurs par les travailleurs eux-mêmes.

L'autonomie, la communauté et les expériences concrètes de libération sont indispensables. Mais elles ne sauraient remplacer la nécessité pour celles et ceux qui vivent de leur travail de se reconnaître comme une force sociale capable de transformer l'ensemble des rapports existants. Défendre cette centralité ne signifie pas vénérer le travailleur ou la travailleuse, mais plutôt rejeter toute émancipation octroyée d'en haut et affirmer que la libération des exploités ne peut être que l'œuvre consciente des exploités eux-mêmes. Il ne s'agit donc pas d'une question d'identité, de nostalgie ou d'identité ouvrière. Il s'agit d'une manière d'être et d'exister au monde : comprendre que la liberté ne peut être ni octroyée, ni représentée, ni administrée par autrui, et que l'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes, ou elle n'aura pas lieu.

Le prolétariat n'est pas simplement l'ouvrier industriel de la grande usine, ni une culture ouvrière particulière, ni une identité politique héritée du mouvement ouvrier des XIXe et XXe siècles. Il s'agit d'une classe définie par un rapport social : celui de ceux qui, privés des moyens nécessaires à leur subsistance, doivent vendre leur force

de travail au capital pour vivre.

Cette définition est cruciale car elle nous permet de comprendre pourquoi le prolétariat occupe une place qu'aucune autre catégorie sociale ne peut remplacer. Le travailleur ne se trouve pas simplement face au capital en victime d'un pouvoir extérieur. Sa propre force de travail constitue l'une des conditions de la reproduction du capital. Le capital achète cette force de travail car il a besoin de l'utiliser dans le processus de production et d'en obtenir une valeur supérieure à son investissement. Sans travail salarié, il n'y a pas de valorisation du capital ; et sans valorisation, il n'y a pas de reproduction du capital en tant que rapport social.

Le rapport entre le capital et le prolétariat recèle donc une contradiction que ni les réformes ni la simple création d'espaces alternatifs ne sauraient résoudre. Le capital a besoin du prolétariat pour se reproduire, tandis que le prolétariat ne peut s'émanciper qu'en cessant de reproduire le capital. Cette contradiction explique la centralité révolutionnaire du prolétariat d'une manière bien plus convaincante que toute considération morale, historique ou identitaire.

Le prolétariat n'est pas le protagoniste de la révolution parce qu'il est « le plus pauvre », ni parce qu'il posséderait une prétendue supériorité morale, ni parce qu'une tradition politique aurait décidé de lui assigner ce rôle. Il est le protagoniste parce qu'il occupe une position matérielle unique au sein de la structure capitaliste : il produit ce qui permet au capital de se valoriser et, précisément pour cette raison, il peut interrompre le processus de valorisation et commencer à détruire le rapport qui le soutient.

Le prolétariat ne peut se libérer en devenant collectivement propriétaire des entreprises, car cela perpétuerait des formes fondamentales de séparation entre les producteurs et les conditions sociales de production. Il ne peut pas non plus se limiter à l'amélioration des conditions du travail salarié, car le salaire lui-même pré suppose la séparation qui constitue le travailleur comme prolétaire.

Le but révolutionnaire n'est donc pas que le prolétariat trouve une meilleure place au sein de la société capitaliste. Son but est qu'il cesse d'exister en tant que prolétariat par l'abolition des rapports sociaux qui le constituent comme tel.

C'est pourquoi le protagonisme prolétarien ne conduit pas à une nouvelle société de classes, mais plutôt à la possibilité d'abolir les classes tout entières. La classe ouvrière ne s'émancipe pas pour devenir la classe dominante. Elle s'émancipe en détruisant les conditions qui rendent possible l'existence des classes dominantes et dominées. C'est là que réside le caractère universel de sa lutte.

G.



Faire converger la lutte contre le dérèglement climatique à l'échelle de la planète



Incendies géants, épisodes de canicule, sécheresse historique, menaces sur la production agricole, puis des pluies torrentielles, une tornade... Voilà les ingrédients d'un été hors norme de dévastations.

Les troupeaux vont manquer de fourrage cet hiver puisque les agriculteurs puisent déjà dans leurs réserves. Les consommateurs vont passer à la caisse : les prix vont flamber dans les supermarchés. La pénurie de certains produits s'affiche et parfois dans les rayons « eau minérale », plusieurs grandes marques manquent à l'appel. Les Français ont eu soif. Les transports fluviaux sont en berne, les centrales nucléaires s'arrêtent à cause des eaux chaudes, des méduses... Le carburant qui arrive par le Rhin, menacé d'assèchement, augmente et là encore la pénurie pointe son nez en Alsace...

Les canicules tuent que ce soit en France, en Europe et c'est pire en Inde. Si on ajoute à ce triste bilan celui des pesticides qui tuent, de plus en plus et depuis bien trop longtemps et les décès dus à la pollution de l'air, le constat est alarmant.

Ces catastrophes sont le résultat du réchauffement climatique annoncé par les scientifiques depuis plus de 30 ans. On en connaît les causes : industries polluantes, le transport, l'agriculture intensive, la déforestation planétaire et la mauvaise gestion des forêts... C'est le capitalisme qui détruit la planète ainsi que l'appât du gain. De tous temps, les pollueurs ont existé mais le capitalisme a surenchéri avec sa concurrence effrénée aux profits ; ces derniers sont pour une minorité qui possède les capitaux. Que l'humanité crève, les profiteurs s'en moquent bien car ils auront toujours un coin où se retrancher entre eux et sans connaître les inconvénients de ce qu'ils ont créé.

Les énergies fossiles profitent à quelques multinationales dont TotalEnergies. Elles sont responsables du réchauffement climatique mais n'ont jamais à se soucier des conséquences de leurs actes. Si parfois, elles s'engagent dans la voie verte, c'est qu'il faut diversifier leurs sources de profits, montrer patte blanche et se dédouaner à bon compte. Cela ne les empêche nullement de continuer à forer, à extraire du gaz de schiste... Le pognon d'abord, la planète... après moi la fin du monde.

Il ne faut compter que sur nous-mêmes. Les politiciens sont des mous du genou, des incompetents et des inconsistants. Ils sont ancrés dans l'ère industrielle et ne répondent que par un silence assourdissant, le déni ou des mensonges. Quel que soit les résultats de l'élection présidentielle de 2027, peu de choses changeront sur le plan de la lutte contre la crise climatique. On ne pourra

jamais compter ni sur l'Etat (au service du capital) ni sur les politiciens qui sont plus prompts à répondre positivement aux pontes de la FNSEA et de la Coordination rurale, que de renforcer les services publics. La C.R. est une organisation qui décide de qui doit parler ou pas, c'est grave. C'est le prélude à une démocratie fascisante si on laisse faire ce genre d'individus. Les dirigeants de la FNSEA servent leurs intérêts, notamment les céréaliers de la Beauce. Tout pour les gros, les miettes pour les petits.

Les anarchistes le disent depuis un siècle et demi, l'Etat est l'ennemi des travailleurs et toutes les lois sont votées pour défendre les intérêts des possédants, des riches et du grand patronat ; bref des dominants, alors que ce sont les travailleurs qui produisent les richesses. Qu'on se pose la véritable question : qui a intérêt à changer les choses ? Nous sommes pour le partage du temps de travail et le partage des richesses. Nous sommes pour une société égalitaire, pour une écologie sociale et libertaire ce qui suppose de réorganiser de fond en comble la production et la distribution de toutes les richesses. Autrement dit, nous sommes autogestionnaires et pour la gestion directe. Il nous faut recenser les besoins fondamentaux des gens, les ressources dont nous disposons et produire dans l'intérêt général et non pour une coterie de privilégiés qui se battent pour conserver leurs privilèges. Bien entendu, nous devons essayer de faire converger la lutte contre le dérèglement climatique à l'échelle de la planète. Il nous reste à exproprier les capitalistes qui nous mènent droit dans le mur, c'est une question de survie. Nous commencerons alors par faire cohabiter toutes les espèces dont l'humaine. Il nous faut œuvrer concrètement pour une société écologique soutenable et désirable, sans Etat et sans classes.

Ty Wi (GLJD)



Conflits mondiaux: alerte 2026

Nous connaissons actuellement le plus grand nombre de conflits armés de la dernière décennie.

École de culture de la paix

Le monde connaît une nouvelle recrudescence des violences armées. En 2025, 40 conflits armés étaient actifs (contre 37 en 2024), soit le chiffre le plus élevé depuis 2011 et l'un des plus importants depuis que l'École de culture de la paix (ECP) de l'Université autonome de Barcelone a commencé à publier ses rapports annuels sur les conflits internationaux. C'est l'une des principales conclusions du rapport « Alerte 2026 ! Rapport sur les conflits, les droits humains et la consolidation de la paix », publié ce 3 juin, qui analyse l'évolution des conflits armés, les tensions sociopolitiques et l'impact des guerres sur les populations civiles et les droits humains. Ce rapport s'appuie principalement sur l'analyse qualitative d'études et d'informations fournies notamment par les Nations Unies, les organisations internationales, les centres de recherche, les médias et les ONG, ainsi que sur l'expérience acquise lors de recherches de terrain.

Selon l'étude, il y a eu 40 conflits armés et 113 scénarios de tension sociopolitique dans le monde en 2025. L'Afrique continue d'avoir le plus grand nombre de guerres (17), suivie de l'Asie et du Pacifique (12) et du Moyen-Orient (7), tandis que l'Europe et les Amériques ont chacune enregistré deux conflits armés.

Le rapport met particulièrement en garde contre la multiplication des conflits internationaux. En 2025, neuf guerres ont été recensées entre différents États ou se sont clairement internationalisées, un chiffre record depuis l'adoption par l'ECP de sa méthodologie de classification actuelle. Parmi les nouveaux conflits armés identifiés figurent l'affrontement entre l'Inde et le Pakistan, la grave escalade entre la Thaïlande et le Cambodge, et la guerre entre Israël, les États-Unis et l'Iran, connue en 2025 sous le nom de « Guerre des 12 jours », qui a repris en 2026. L'équipe de recherche de l'ECP souligne que cette tendance témoigne d'une détérioration de la sécurité mondiale et révèle un système international où de nombreux acteurs puissants ne privilégient ni la prévention, ni le traitement des causes profondes des conflits, ni le soutien au dialogue.

Soudan, Gaza, Haïti et Ukraine : la situation humanitaire se détériore

Le rapport conclut que près de la moitié des conflits armés dans le monde se sont aggravés en 2025. Parmi les cas les plus graves figurent la région du Sahel occidental, le Soudan, Haïti, la Somalie, Gaza, le Myanmar et la

guerre entre la Russie et l'Ukraine. Le Comité exécutif pour la paix (CEP) met en garde contre l'augmentation des pertes civiles, les bombardements de zones peuplées, la destruction d'infrastructures et les violations du droit international humanitaire.

Reculs dans les droits des femmes

Publié à l'occasion du 25e anniversaire de la résolution 1325 des Nations Unies sur les femmes, la paix et la sécurité, ce rapport met en garde contre un recul mondial des droits des femmes. Selon l'étude, 70 % des conflits armés de forte intensité se déroulent dans des pays où le niveau d'égalité des sexes est faible ou moyen. Vingt-trois des quarante conflits armés survenus en 2025 ont eu lieu dans des pays où ce niveau d'égalité est faible ou moyen, et seize des vingt conflits armés de forte intensité de cette même année (80 %) se sont produits dans des pays où l'Association internationale des personnes lesbiennes, gays, bissexuelles, trans et intersexes (ILGA) avait recensé des lois ou des politiques criminalisant les personnes LGBTIQ+.

Par ailleurs, la participation des femmes aux processus de paix menés par l'ONU continue de diminuer. L'ONU a recensé plus de 4 600 cas de violences sexuelles liées aux conflits en 2024, soit une augmentation de 25 % par rapport à l'année précédente. 93 % des victimes étaient des femmes et des filles.

Plus de 117 millions de personnes déplacées de force

Le rapport souligne que les déplacements forcés demeurent à des niveaux historiquement élevés. À la mi-2025, on recensait 117,3 millions de personnes déplacées de force dans le monde, réfugiés et personnes déplacées internes compris. Bien que ce chiffre représente une légère baisse par rapport à l'année précédente, en partie due au retour de personnes dans des pays comme la Syrie, l'Afghanistan et le Soudan, le Programme environnemental et social (PES) insiste sur le fait que le nombre de personnes déplacées à l'échelle mondiale reste extrêmement élevé. L'Afghanistan, la Syrie, le Soudan, l'Ukraine et le Venezuela concentrent 65 % de la population réfugiée mondiale.

Un rapport reconnu internationalement

Le rapport Alerte 2026 !, dont la 25e édition est publiée, est l'une des principales publications annuelles espagnoles sur les conflits, les droits humains et la consolidation de la paix. Cette étude combine des données provenant des Nations Unies, d'organisations internationales, de centres de recherche et d'enquêtes de terrain

spécialisées. Le rapport vise à fournir des outils d'analyse et d'alerte précoce aux décideurs politiques, aux organisations internationales, aux médias et aux acteurs impliqués dans le règlement pacifique des conflits.

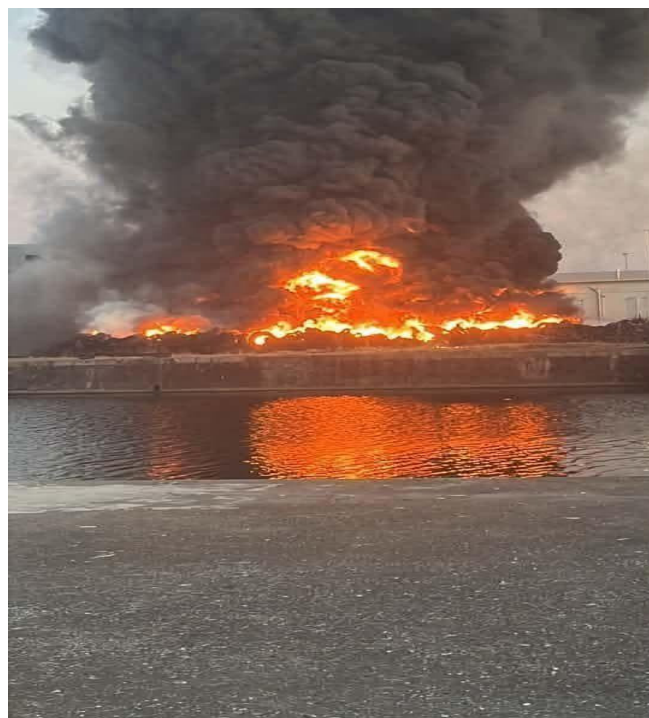
Rapport de référence :

Alerte 2026 ! Rapport sur les conflits, les droits de l'homme et la consolidation de la paix

Tout le monde s'accorde à dire que les politiciens n'abordent pas sérieusement les défis de la crise climatique. C'est de l'indigence politique, de l'irresponsabilité et au final un échec patent du politique. A la manière de Trump mais en plus hypocrite, les scientifiques ne sont pas écoutés. Les personnalités politiques se discréditent encore un peu plus et se déshonorent encore davantage pour autant qu'il leur reste quelque honneur.

En vérité, les caisses sont vides et la dette s'accroît de mois en mois. La seule solution serait, dans le cadre du système actuel, de changer son fusil d'épaule et de baisser drastiquement les crédits militaires. Baser son économie

sur une économie de guerre ne peut que nous conduire à la guerre et à la casse accrue des services publics. Ty Wi (GLJD)



Utopie et dystopie

La répression de la Commune de Paris et d'autres tentatives révolutionnaires, ainsi que la persécution subséquente de l'Internationale dans les pays latins et la démobilisation des masses opprimées, ont engendré une division au sein du mouvement anarchiste sur des questions telles que l'organisation, la violence, la légalité, le communisme, voire la civilisation elle-même. Au Congrès international de Londres (1881), une majorité a opté pour des groupes d'affinité éphémères et la propagande par le fait. Les contradictions entre les moyens et les fins, entre les luttes quotidiennes et les objectifs ultimes, entre pragmatisme et utopie, ont provoqué des débats passionnés et des excommunications retentissantes. L'ampleur des divergences était telle qu'elle a engendré une profusion de publications sur l'anarchisme et le communisme libertaire, ce dernier étant le courant dominant. Des auteurs prestigieux tels qu'Errico Malatesta, Élisée Reclus, Kropotkine, Jean Grave, Charles Malato, Sébastien Faure, Anselmo Lorenzo et d'autres ont abordé la question de l'établissement d'une société d'hommes et de femmes libres et égaux sous les angles de la politique, de la science moderne, du droit, de l'éducation, de la philosophie et de tous les autres, démontrant ainsi la nature rationnelle, progressiste et parfaitement réalisable du modèle social qu'ils préconisaient. Dans sa brochure de 1895, « L'Anarchie », Reclus rejette l'étiquette d'« utopiste » : « Le rêve de liberté mondiale a cessé d'être une simple utopie philosophique et littéraire, comme il l'était pour ces fondateurs de cités du Soleil ou de nouvelles Jérusa-

lem ; il est devenu l'objectif concret, activement recherché par des multitudes d'hommes unis qui collaborent résolument à la naissance d'une société où il n'y aura plus ni maîtres, ni gardiens officiels de la morale publique, ni geôliers, ni bourreaux, ni riches ni pauvres, mais seulement des frères et des sœurs... » Dans le même esprit, Lorenzo déclarera plus tard : « Nous sommes anarchistes, mais pas utopistes [...] nous rejetons ces futurismes imaginatifs qui veulent donner à la société future une certaine ressemblance avec les Édens célestes des religions » (« Acracia », 1908). Kropotkine, dans « La Conquête du pain », aborde ce sujet. Dans divers articles du « XIXe siècle », il s'était efforcé de démontrer que les matériaux et les idées nécessaires à l'édification de l'anarchie étaient déjà présents dans la société contemporaine. Il estimait que « les idéaux utopiques ne devraient s'appliquer qu'à des conceptions de la société fondées uniquement sur ce que l'auteur considère comme "souhaitable" d'un point de vue théorique ; ils ne devraient jamais s'appliquer à des conceptions basées sur l'observation de ce qui se développe déjà dans la société. Dans ce cas, nous quittons la prédiction utopique pour entrer dans le domaine de la science... » Il était clair que les auteurs anarchistes qualifiaient péjorativement d'utopiques uniquement les rêveries de paradis exubérants et d'âges d'or futuristes, mais, en lecteurs attentifs de Fourier, ils ne dédaignaient pas l'emploi de formules littéraires flirtant avec l'idéal idyllique...

On avance plutôt vers la dystopie que vers l'utopie

La plupart des observateurs savent que Trump et ses partisans ne changeront pas d'avis et resteront climatosceptiques. En effet, fin novembre 2025, alors que les pays européens enregistraient des records de chaleur et qu'un épisode El Niño intense débutait, l'administration américaine a proposé un important assouplissement de la réglementation pour les entreprises souhaitant extraire du pétrole, du gaz et du charbon sur les terres publiques aux États-Unis. Afin d'inciter financièrement les entreprises énergétiques qui cherchent à accélérer la destruction de la planète, les redevances qu'elles versent actuellement lorsqu'elles causent des dommages par l'extraction seraient considérablement réduites ; parallèlement, les obligations de déclaration seraient allégées et l'obligation légale pour les entreprises de publier leurs plans de limitation des émissions de méthane serait supprimée.

Face à la hausse des températures, de nombreux partisans de Trump ont repris l'idée fausse, bien connue, que la catastrophe climatique serait un canular et une tentative des « libéraux » pour « nous priver de nos libertés ». Il est regrettable (et dangereux) d'entendre cela. Pourtant, une grande partie de la population américaine y croit.

Non seulement les humains sont menacés par le culte MAGA/Trump, mais des dizaines de millions d'animaux pourraient perdre la vie et de nombreuses espèces pourraient disparaître à cause d'une mesure qui supprime la protection de nombreuses espèces menacées.

Les canicules, sécheresses et incendies en Europe cet été n'ont rien d'imaginaire mais le crétin Trump continuera à être climatosceptique et à vouloir engranger davantage de profits pour lui et ses proches. La planète et les autres, il s'en fiche. A ce stade, la recherche du profit à tout prix est une maladie.



Le calme de la campagne

J'ai eu l'occasion de passer deux semaines à la campagne en pays de Caux. Je me voyais déjà, non pas en haut de l'affiche, mais loin du bruit, de la modernité, de la politique politicienne... Bref, j'envisionnais un espace contemplatif, genre rêveries d'un promeneur solitaire, une espèce d'idylle verte. Les petits oiseaux et tout et tout. Les clichés habituels, comme quoi on peut être libertaire et tomber dans le panneau des préjugés.

Aussitôt arrivé dans la maison louée, j'ai entendu le chien du voisin aboyer et ses aboiements ne me quittèrent pas durant le séjour, sauf la nuit où le chien de garde était rentré. Ces aboiements me tracassèrent un peu et puis à la longue, on s'y habitue. Par contre, le bruit des canards, qu'un gus élevait en grand nombre, ça surprend toujours un peu, d'autant que leurs coins-coins vont crescendo lorsque la nourriture arrive. Ça cancanait dur dans le clos.

Je me suis dit qu'une bonne nuit et une grâce matinée bien méritée, la première depuis la fin de mon travail salarié pour congé, me requinqueraient. C'était sans compter les cloches de l'église qui se mirent à sonner à 7 heures du matin. C'était pas une heure pour un bon chrétien, même pour un mauvais chrétien comme moi. J'aime bien le son des cloches, ça me rappelle mon en-

fance, mais bon à sept heures du matin, c'est un coup à ce que tout le patelin devienne athée. A midi et à dix-neuf heures, ça passe encore, mais à sept heures, je ne digère toujours pas.

Et à huit heures du matin, vraiment pas de chance, les travaux au groupe scolaire commencèrent. Il faut bien refaire les sanitaires de l'école et que tout soit prêt à la rentrée pour les enfants. Des camions passèrent et repassèrent devant chez moi et soulevèrent des nuages de poussières. C'est vrai qu'en période de sécheresse, la poussière, il y en a et c'est volatile. A ce moment, le bon air de la campagne, c'est un peu une fiction. A 17 heures, les travaux et le ballet de camions stoppèrent. Ouf. Le répit fut de courte durée car un autre voisin se mit à nettoyer sa toiture au karcher. Ça fait un barouf d'enfer cet engin. Seul sur son toit, en haut d'une grande échelle, l'énergumène en plein cagnard s'escrimait à toiletter son toit. Apparemment, il faisait abstraction des règles élémentaires de sécurité. Dans mon usine l'énergumène se serait fait rappeler à l'ordre. Mais là, j'étais en vacances et le bonhomme était adulte et il devait savoir ce qu'il faisait. Très con cependant, l'énergumène. A vingt heures, il arrêta soit une heure après le tintement de la dernière cloche. Sans doute était-il convoqué par les informations à la Télé.

A vingt et une heures, de joyeux lurons se mirent à faire la fête. C'est les vacances et les gens ne font cela qu'une fois par mois. Pour un village de six cents âmes, on imagine bien le bordel que cela ferait si tout le monde faisait du bruit une fois par mois. Mais bon, perso, je ne suis là que deux semaines. Les voisins n'ont qu'à régler cela entre eux.

Le lendemain soir, c'était au tour des cultivateurs de moissonner avec leurs moissonneuses batteuses. Jusqu'à minuit, une heure du matin. C'est vrai que c'est moins désagréable de bosser à la fraîche en période de canicule. On les comprend. La semaine d'après, c'était la luzerne qui était emballée dans la journée. Un petit jeune faisait mumuse avec un drone et dirigeait son père qui était aux commandes d'un tracteur. Là, on voit bien la manœuvre et on se rend compte que les cultos utilisent du matériel dernier cri pour travailler. On est loin des agriculteurs d'après-guerre. La modernité ; on est dans l'ère du drone.

Toujours réveillé de bonne heure, je compte bien profiter du week-end. La matinée, lecture du livre d'un pote « Aernoult, Durand et Rousset- Trois affaires Dreyfus du pauvre à la Belle Epoque ». Lecture coupée et interrompue par les aboiements du chien de garde. Dur de se concentrer avec des animaux qui hurlent. Après tout, il fait son boulot : surveiller la maison de son maître en échange de repas. L'après-midi, deux gros 4X4 immatriculés 35 laissent leur moteur tourner. De vrais écolos. C'est l'heure d'une bonne balade même s'il fait chaud. Quelle ne fut pas ma surprise de ne pas pouvoir prendre le chemin habituel de ma rando quotidienne. Il y avait un panneau « Chasse en cours- Ensemble soyons vigilants » et en petit « la nature est notre culture ». Et une dizaine de 4X4 qui quadrillaient un champ de maïs. Très certainement une chasse aux sangliers. Mais sérieusement, c'est quoi cette pancarte ? Soyons vigilants. C'est

à celui ou celle qui tient le fusil d'être vigilant, pas au pauvre promeneur qui ne demande rien à personne. Et la nature est dans notre culture. Formidable, faudrait en parler aux propriétaires de 4X4, surtout ceux qui laissent leur moteur vrombir. Bref, il y en a qui s'amuse bien avant l'ouverture de la chasse début septembre. Bientôt il faudra se balader avec des gilets pare-balles à la campagne si on veut rester en vie.

Là, j'ai parlé du bruit, des chasseurs mais il y a aussi les odeurs car les cultos envoient leurs engrais qui puent dans leurs champs. Et ça sent à des kilomètres à la ronde.

Alors, le monde rural, c'est loin d'être la panacée d'autant que l'extrême-droite profite des vacances pour afficher dans tous les villages. Et aussitôt arrachées, les affiches sont recollées. Alors, on ne se refait pas, on arrache les affiches quand elles sont à portée de main. Des copains mettent même des A cerclés et des fachos... aussitôt récupérés par les militants ou sympathisants LFI, 2027. Même à la cambrousse, on n'échappe pas à la politique.

Finalement, on n'est pas plus mal en ville qu'à la campagne. Une autre option : être isolé, un peu comme sur une île déserte. J'dis ça, j'dis rien...

Urbain (GLJD)



Pour le centenaire de la mort de Jules Durand

Affaire Durand : Analyse de la plaidoirie de Maître Coty

L'Affaire Dongé aux Assises : 24 Novembre 1910

L'idée d'un procès de tendance subsiste. Pour tous, c'est le procès du syndicalisme. Me Coty va s'attacher alors à écarter toute idée préconçue sur l'agitation syndicale et les « meneurs de grèves ». Bien que le président refuse tout le long du procès d'entendre parler de syndicat, car dit-il « ce n'est pas là l'objet du procès ; il faut juger ces hommes en leur nom personnel et non pour ce qu'ils sont dans les milieux syndicaux », Me Coty n'est pas convaincu que les juges oublient ce qu'est Durand. N'est-il pas accusé en tant que secrétaire de syndicat, d'avoir dirigé une chasse aux renards. Quelle que soit l'idée que se font les jurés des débats, elle est faussée car les débats

restent incomplets : les témoins à décharge auraient pu être 500, ces 500 hommes qui entendirent soi-disant Durand prononcer le mot mort à l'égard de Dongé. Or, rien n'a été fait dans ce but ; ce sont les proches de Durand qui dressèrent une liste, tant bien que mal, par ordre d'importance et Coty remarque que les témoins choisis sont ceux qui avaient à faire une déclaration plus ou moins équivoque, sans grande importance. Quoiqu'il en soit, le doute n'existe pas sur l'innocence de Durand. C'est une certitude. Ces témoins à décharge ont donc menti. Ce sont tous des adversaires du syndicat, et même pire, ce sont des adversaires de Durand, car pendant le travail ils ont eu maille à partir. Coty remarque que ces témoins appartiennent tous à la Cie Gle Transatlantique, mais de plus à l'équipe Fouqué, qui a déposé au procès en tant que contremaître charbonnier.

Des 12 témoignages qui accusent Durand, tous se contredisent. Ces déclarations ne sont pas unanimes. On ne sait même pas si c'est Durand, ou Henri, ou Gaston Boyer.

Rien ne prouve ensuite que les 4 accusés assistaient aux réunions syndicales. Ainsi Couillandre ne pouvait y être, étant à Deauville comme l'atteste son employeur.

Après avoir relevé toutes ces contradictions, entre les témoins à charge, entre ceux-ci et les témoins à décharge, puis avec la police, Coty fait un tableau de l'homme privé, ouvrier assidu pendant 8 années aux Docks et Entrepôts, puis depuis 1909 à la Société d'Affrètements.

Puis il démontre la nécessité des syndicats : combien ils sont nécessaires pour contrôler une foule en colère ; et à chaque fin de réunion le calme des charbonniers grévistes atteste que Durand ne venait pas de prononcer des paroles incendiaires.

Ce calme était confirmé par Siegfried, Génestal, et Mr l'Econome des Hospices du Havre.

Les quatre co-accusés dont la réputation d'ivrogne est assise, étaient considérés comme des violents, n'avaient pas besoin de quelqu'un pour les exciter, contre un Dongé, qui selon Fouqué, poussait son rôle de « jaune » à informer les patrons sur ceux qui ne travaillaient pas.

Non seulement Dongé n'était pas connu qui ne travaillait pas à la Cie Gle Transatlantique, mais en outre, au cours d'une réunion à laquelle Dongé assistait, devant l'attitude menaçante des autres à son égard, Durand l'aurait protégé.

Coty retrace ensuite les circonstances de cette rixe : l'ivresse de tous, la provocation de Dongé, narguant les autres charbonniers de sa paie. Il note que ce n'était pas la première fois que Dongé était descendu à terre, et que là, il était venu se jeter lui-même dans le « guet-apens » car au lieu de rentrer chez lui, il était allé là où étaient cantonnés les charbonniers. Ceux-ci, s'ils étaient les exécutés d'une sentence de mort, n'avaient guère fait preuve de ruse en l'exécutant face aux cafés, éclairés, plutôt que dans des rues plus sombres, loin du monde.

Se gaussant de l'attitude de l'Avocat général qui démontrait la coïncidence entre la recommandation de Durand de frapper tous ensemble en entourant la victime, et la façon de frapper des meurtriers, Coty lui demanda s'il aurait voulu qu'« ils se missent à la queue leu leu ».

Après avoir souligné une nouvelle fois, comme tous les avocats, l'in vraisemblance d'un pareil vote, face à 500 individus, de la recommandation de ne rien dire sachant l'existence de « mouchards » dans la salle, du silence

de tous devant une pareille décision, il cherche à comprendre d'où viennent ces propos. Il expose alors la thèse de déformation de propos : Durand et les frères Boyer auraient décidé de radier Dongé du Syndicat, vu son attitude durant la grève (1) En quels termes ? Là est toute la question. Des termes, radier ou supprimer, du Syndicat, on en arrive à une motion criminelle.

Coty ne demande pas une peine mitigée de circonstances atténuantes, non. Il demande l'acquittement, car Durand, il en a la conviction, est innocent.

De nombreuses interprétations ont été faites, nous l'avons vu, d'une part sur la nomination de Coty comme avocat de Durand, et d'autre part sur sa plaidoirie : celle-ci dit-on, n'aurait pas contribué à défendre Durand, mais à le condamner. En toute honnêteté, il est difficile de juger cette plaidoirie, sans pouvoir la comparer très exactement avec celle de Me Jennequin, qui défendait la même cause, puisque c'était celle des frères Boyer. Coty n'a guère mis, sur un plan politique ou autre, cette affaire. Certes, peut-être ne partageait-il pas les idées révolutionnaires ou anarchistes, il le dit lui-même : le 5 décembre 1910, il déclare à l'Humanité, par l'intermédiaire de Renaudel : « je ne suis ni un socialiste unifié, ni un syndicaliste révolutionnaire. Je ne suis politiquement qu'un simple radical ». Cependant il a la conviction de l'innocence de Durand, bien qu'il s'efforce d'oublier toute prévention favorable que peut mettre en avant l'avocat pour son client.

Tout comme Jennequin, il pense que sur Durand pèse cette charge syndicale qui l'accuse aux yeux de tous. Tous deux veulent éviter ce procès de tendance.

Coty au début de sa plaidoirie met en garde les jurés sur les idées préconçues qu'ils pourraient avoir sur les syndicats. Peut-on voir une maladresse dans cette mise en garde, et dans la façon de distinguer Syndicat et Syndicat ; le premier se préoccupait des conditions de travail des ouvriers ; le deuxième que l'on s'efforce de transformer en groupe révolutionnaire, laissant alors les Jurés en toute liberté, placer Durand dans l'une ou l'autre de ces deux catégories.

Coty ne pouvait prendre position sur ce point, n'étant pas un syndicaliste révolutionnaire. Il prit garde de ne rester que l'avocat de Durand, et pas celui du syndicalisme.

A-t-il fait ressortir suffisamment les contradictions des témoins ? Durand, dans une lettre (2) fait le reproche de n'avoir à aucun moment, demandé de préciser la date de cette réunion. Cette lettre adressée à sa femme, dit : « les contradictions n'ont pas été fortes de la part de mon défenseur ; cependant il pouvait parler devant tout le monde, de la mort votée « soi-disant devant une tribune, à la majorité, devant 600 personnes ».

Coty n'a certes pas demandé cette date. Nous n'avons pas le compte rendu sténographique des débats, des interrogatoires, durant le procès ; est-ce pendant ces débats que Coty n'a pas fait preuve d'esprit de contradiction ? Nous ne le savons pas. Cependant, d'après cette plaidoirie, nous pouvons voir que Coty a analysé toutes les dispositions, a souligné les invraisemblances du vote et du cas de préméditation. Coty n'est pas ce très jeune avocat que l'on veut faire croire. Coty n'a pas 8 jours de barreau mais, mais 8 années. On ne peut accuser sa trop jeune expérience, ce n'est guère sa première plaidoirie. Le jour du procès, aucune remarque, aucune objection n'est faite sur cette plaidoirie. (3)

De toutes façons, même avec une plaidoirie de débutant, les faits sont là pour le prouver : Durand est innocent. La stupéfaction à la connaissance du verdict, le prouve. Personne ne s'attend guère après ces jours de procès, à pareille nouvelle. La cause de Durand n'était pas une cause perdue. Qui aurait pu le croire ?

La stupéfaction sera telle, qu'aucun journal ne publiera les phrases grandiloquentes des plaidoiries, du moins sur le moment. L'annonce du verdict provoque trop de stupeur pour qu'on prête attention à cette partie du procès. On ne voit qu'une chose à laquelle on n'ose croire : LE VERDICT.

Extrait de « Aspects particuliers du syndicalisme havrais » – L'Affaire Durand – de Chantal Ollivier

Pour compléter cette analyse nous pourrions ajouter qu'effectivement au moment de la sortie de Boulevard Durand de Salacrou, les communistes affirment que René Coty était proche à l'époque des milieux d'affaires de par sa femme et qu'il a volontairement mal défendu Jules Durand. Nous laissons aux communistes la responsabilité de leurs propos.

D'après un copain juriste, René Coty n'était pas un pénaliste mais plutôt un avocat du droit des affaires. Il aurait dû s'abstenir de défendre Jules Durand car il n'avait pas

la compétence pour. De surcroît, il ne demande pas la date à laquelle auraient été tenus les propos concernant la mise à mort de Dongé en Assemblée générale. Ce qui est un oubli fâcheux voire une erreur fatale.

Pour les libertaires, la plaidoirie de Coty enfonce Jules Durand car par deux fois il utilise le mot « anarchiste ». « Fût-il anarchiste, il a toujours droit à votre impartiale justice » (4)... On a beau après coup indiquer que c'était un effet de manche ou une tournure concessive, par l'utilisation du subjonctif imparfait, Coty marque l'éventualité que Durand était anarchiste. Ce qu'il était, mais sachant que les lois scélérates étaient toujours en vigueur et que la presse nationale se déchaînait contre les chasses au renard et le sabotage appliqué par de nombreux militants de la CGT, Coty aurait dû s'abstenir d'employer le terme anarchiste et de l'associer finalement à Jules Durand.

P. R.

Notes

1 Dans le livret du Syndicat, on peut lire pages 9 et 10 « tout adhérent qui aurait porté atteinte aux principes ou à l'organisation du Syndicat, pourra être radié ; toutefois cette radiation ne sera définitive qu'après un vote de l'assemblée générale, à laquelle l'intéressé sera invité à venir présenter sa défense.

La difficulté d'inviter Dongé à présenter sa défense est évidente ; Dongé était cantonné sur les bateaux ; mais le vote était nécessaire et n'avait rien d'illégal.

2 Lettre du 27 Novembre 1910, publiée dans Le Progrès, L'Humanité.

3 Au moment de la pièce de Salacrou, mille versions apparaissent sur Coty et la défense prononcée.

4 Patrice Rannou – Dossier Jules Durand- P. 100- Editions SCUP- 2018



Après Jules Durand, Sacco et Vanzetti



A l'heure où l'on commémore le centenaire de la mort du syndicaliste libertaire Jules Durand au Havre en cette année 2026, un autre centenaire sera commémoré en 2027, celui de l'assassinat de Sacco et Vanzetti aux Etats-Unis.

En 1927, Nicola Sacco et Bartolomeo Vanzetti furent exécutés par l'État du Massachusetts. Ces deux immigrants italiens, ouvriers et anarchistes, consacrèrent leur vie à la lutte pour un monde libéré de l'exploitation et de l'oppression capitalistes. Après un long et injuste procès où ils furent reconnus coupables de meurtre et de vol, ils

furent exécutés sur la chaise électrique le 23 août. Leurs funérailles constituèrent le plus grand rassemblement jamais organisé dans le Massachusetts jusqu'en 2002, et leurs paroles et leur courage ont inspiré des générations à travers le monde dans leur combat pour un avenir meilleur.

Sacco et Vanzetti sont morts pleins d'espoir, sachant que des personnes comme vous poursuivraient leur combat. Aujourd'hui, nous vous invitons à reprendre le flambeau qu'ils ont porté.

Aujourd'hui, la classe capitaliste est toujours aussi avide et impitoyable, les milliardaires s'appropriant les rôles des magnats d'antan. Ils sèment le chaos à travers le monde, exploitant l'humanité jusqu'à la moelle.

Les États continuent d'assassiner et d'opprimer les faibles, les vulnérables et les marginalisés, ciblant particulièrement les travailleurs migrants et réservant une haine particulière aux idéalistes politiques qui rêvent d'un monde meilleur.

Depuis 2006, la Société commémorative Sacco et Vanzetti organise des événements annuels pour perpétuer leur mémoire et leurs rêves. Ces vingt dernières années, nous avons collaboré avec des mouvements sociaux contemporains pour mettre en lumière les liens entre les luttes d'il y a un siècle et celles d'aujourd'hui. L'année 2027 approche à grands pas et nous nous préparons à faire de cette année une célébration spéciale et inoubliable de l'héritage de Sacco et Vanzetti.

Août 2027 sera le Mois de Sacco et Vanzetti à Boston, avec des événements culturels et politiques. Rejoignez-nous pour préparer ces événements du centenaire de leur exécution.

Si vous ne pouvez pas être présent à Boston, nous vous encourageons à organiser des événements commémoratifs dans vos villes et communes. Ces événements peuvent inclure des manifestations, des projections de films sur Sacco et Vanzetti, des représentations théâtrales, des lectures publiques de lettres ou d'autres écrits de Sacco et Vanzetti, et des manifestations de soutien aux travailleurs migrants et aux prisonniers politiques. Faites-nous part des informations concernant vos événements ; nous vous aiderons à les promouvoir.

Pour plus d'informations ou pour vous impliquer, rendez-vous sur saccoandvanzetti.org ou écrivez à committee@saccoandvanzetti.org



Le Libertaire

Internet : <http://le-libertaire.net/>

E-Mail : julesdurand.lehavre@gmail.com

Directeur de la Publication : Olivier Lenourry

Numéro de commission paritaire en cours

A vos plumes

Le libertaire accueille amicalement l'apport artistique, les études sociales, culturelles et économiques des lecteurs et lectrices

Envoyez vos articles au Libertaire, par Mail julesdurand.lehavre@gmail.com